



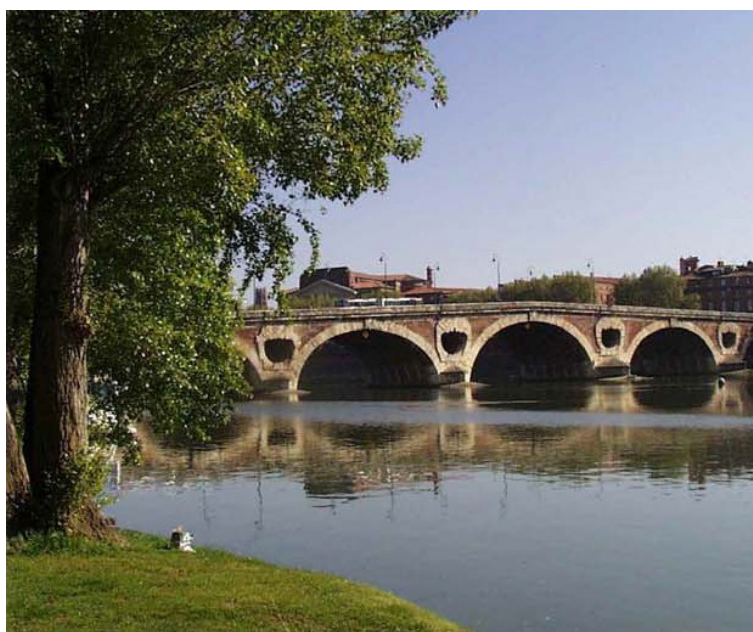
DIRECTION GÉNÉRALE DÉLÉGUÉE ESPACES PUBLICS

GRAND PROJET PLAN CLIMAT

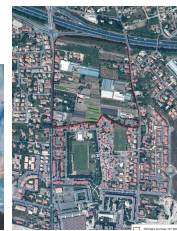
## RAPPORT DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Ville de Toulouse

2014



Conseil Municipal du 30 janvier 2015



## Sommaire

<b>Introduction.....</b>	<b>4</b>
<b>Le développement durable mis en œuvre par la Ville de Toulouse répond aux enjeux planétaires et territoriaux.....</b>	<b>5</b>
1. Les enjeux climatiques.....	5
2. Les enjeux énergétiques.....	6
3. Les enjeux économiques.....	6
4. Les enjeux sociaux.....	7
5. Les enjeux environnementaux.....	7
<b>Le Plan Climat : un programme d'action concret et ambitieux pour Toulouse 2014-2020 .....</b>	<b>8</b>
<b>Cible 1 : Atteindre la sobriété énergétique et développer les énergies renouvelables.....</b>	<b>8</b>
L'inscription concrète d'un nouveau modèle énergétique dans les projets d'aménagement urbain.....	8
La valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE).....	9
La production d'hydroélectricité.....	9
L'éclairage public.....	9
<b>Cible 2 : Valoriser et développer les mobilités durables pour les personnes et les marchandises.....</b>	<b>10</b>
<b>Les mobilités des personnes.....</b>	<b>10</b>
Les transports en commun et mobilités alternatives à la voiture individuelle.....	10
Le plan Vélo.....	11
L'usage du centre-ville.....	11
<b>Le Plan de Déplacement des Marchandises.....</b>	<b>12</b>
Développement des pédibus à Toulouse.....	12
Le plan local de stationnement à Toulouse.....	12
<b>Cible 3 : Réduire la précarité énergétique des personnes les plus modestes. .13</b>	<b>13</b>
Produire des logements sociaux neufs intégrant les exigences du développement durable.....	13
Créer un dispositif de lutte contre la précarité énergétique : accompagner et soutenir financièrement les particuliers pour réaliser des économies d'énergie dans leur logement.....	14
Conseiller et accompagner les habitants sur les économies d'énergie.....	14
<b>Cible 4 : Produire des bâtiments à haute performance énergétique et climatique en construction neuve et réhabilitation.....</b>	<b>14</b>
<b>Cible 5 : Généraliser les démarches d'urbanisme durable sur l'ensemble du territoire .....</b>	<b>15</b>
Le PLU de Toulouse : Grenellisé pour construire une ville durable.....	15
La finalisation du référentiel d'aménagement et d'urbanisme durables.....	16
Aménager des éco-quartiers dans le neuf et le tissu urbain existant.....	16
Préserver et renforcer la trame verte et bleue.....	17
Développer les exigences climat énergie dans les projets de rénovation urbaine et sociale des territoires en politique de la Ville.....	17
<b>Cible 6 : Préserver les ressources naturelles et agricoles et réduire l'impact des activités .....</b>	<b>18</b>
Promouvoir et développer les jardins collectifs ; les jardins partagés de Toulouse.....	18
<b>Préserver et développer l'agriculture durable.....</b>	<b>19</b>
La cuisine centrale de Toulouse.....	19
Agriculture et Régie municipale agricole à Toulouse.....	19
Gérer les espaces verts de la ville de manière durable.....	20
Préserver la biodiversité à l'échelle communautaire.....	21
Rationaliser et limiter la consommation d'eau.....	21
Élaborer et mettre en œuvre un Programme Local de Prévention des Déchets (PLPD).....	21

<b>Cible 7 : Impliquer tous les acteurs du territoire et mobiliser tous les moyens d'action nécessaires.....</b>	<b>22</b>
Développer les partenariats économiques en faveur du climat.....	22
Organiser les actions de sensibilisation pour le grand public et consolider le programme d'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD).....	23
Les actions réalisées par les responsables d'équipements et services liés au développement durable.....	23
Les résidents et commissions de quartiers .....	24
L'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD).....	24
<b>Le volet Adaptation du Plan Climat .....</b>	<b>27</b>
Un Plan local d'adaptation en cours de finalisation.....	27
Le Grand Parc Garonne.....	28
Les actions pour la réduction des nuisances et risques urbains et la santé-environnement.....	28
Sols pollués.....	29
Acoustique Stratégique.....	29
La prévention des inondations.....	30
<b>La qualité de l'air.....</b>	<b>30</b>
Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).....	30
La convention ORAMIP.....	31
Le projet PUMIQAT.....	31
L'Enquête Ménage Déplacements.....	32
<b>Le Programme Administration exemplaire .....</b>	<b>32</b>
Réduire les consommations d'énergie.....	32
Consolider la réhabilitation énergétique du patrimoine .....	33
Promouvoir les déplacements alternatifs à la voiture.....	33
Prévenir et valoriser nos déchets d'activité.....	35
Consolider une politique d'achats responsables.....	35
Faire évoluer nos pratiques de travail .....	36
<b>Les modalités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de l'ensemble des actions, politiques publiques et programmes.....</b>	<b>38</b>
La communication énergie-climat-environnement.....	38
La participation aux réseaux de villes et associations professionnelles.....	39
Le dispositif de suivi évaluation du plan climat.....	40
<b>Annexe : Chiffres clés cités et complémentaires.....</b>	<b>41</b>

## Introduction

Le décret d'application n° 2011-687 du 17 juin 2011 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, dite « Grenelle 2 », portant engagement national pour l'environnement, rend obligatoire la rédaction d'un rapport sur la situation en matière de développement durable pour toutes les communes de plus de 50 000 habitants. La présentation du rapport, par le maire doit être faite en préalable aux débats sur le projet de budget. Le rapport doit porter sur la situation en matière de développement durable intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Cette obligation réglementaire a pour objectif de présenter et porter au débat le programme sur les actions de la collectivité « vers la durabilité » de l'action publique locale, et d'illustrer, par leurs résultats, sa contribution aux défis nationaux, européens et internationaux.

Pour la Ville de Toulouse, le développement durable est inscrit dans deux démarches parallèles : l'Agenda 21 local et le Plan Climat Énergie territorial (PCET). Ce dernier, voté à l'unanimité en mai 2012 par le conseil municipal, a très largement intégré l'Agenda 21 en cours, qui a été suspendu en termes de démarche spécifique. Le Plan Climat de Toulouse a été lancé par la délibération du 20 mars 2009, et la Ville, par délibération du 26 mars 2010, s'est engagée à mener cette opération conjointement avec la Communauté Urbaine du Grand Toulouse. Sans en être l'unique outil, le Plan Climat donne à la collectivité une vision à moyen et long termes de son développement durable. Il répond à des enjeux locaux et planétaires et développe un plan d'action correspondant aux objectifs stratégiques fixés. Son évaluation périodique et sa révision après cinq années de mise en œuvre en font un projet d'amélioration continue pour la collectivité sur le chemin de la « durabilité ».

La communauté urbaine Toulouse Métropole a approuvé le Plan Climat Énergie Territorial du Grand Toulouse et de la Ville de Toulouse par délibération du 29 mars 2012.

Ainsi, reconnaissant la lutte contre le changement climatique comme enjeu prioritaire, les deux collectivités ont mutualisé et rationalisé les moyens et mis en cohérence les actions entre l'intercommunalité et la ville centre en se dotant d'un même document.

Le présent rapport de développement durable 2014 de la Ville de Toulouse se fonde sur l'état d'avancement du plan climat et présente le bilan des programmes et politiques publiques conduites à la fois au niveau territorial, au service de tous les acteurs toulousains et le bilan interne de la collectivité relevant du programme « administration exemplaire ». Il répond ainsi aux objectifs du décret de juin 2011. Le programme d'actions du PCET s'organise en 7 cibles stratégiques.

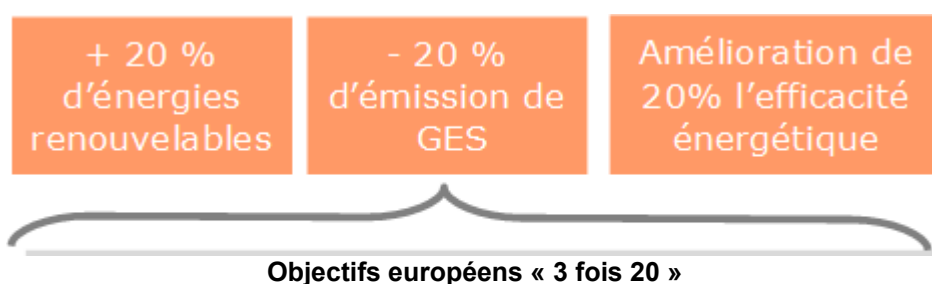


## Le développement durable mis en œuvre par la Ville de Toulouse répond aux enjeux planétaires et territoriaux

Le Plan Climat de la Ville et de la CUTM a une vocation transversale en répondant à 5 enjeux clés pour le territoire et pour la planète.

La Ville de Toulouse et la Communauté urbaine ont confirmé au printemps 2014 les objectifs du Plan Climat et les actions phares qui sont inscrites dans son plan d'action.

Les objectifs stratégiques sont les « 3 fois 20 », c'est-à-dire :



### 1. Les enjeux climatiques

Le bilan carbone des émissions de gaz à effet de serre (GES) du territoire métropolitain a évalué celles-ci à 3,4 millions de  $\text{teqCO}_2/\text{an}$ , soit l'équivalent de 12 milliards de km ou 30 000 fois le tour du monde parcourus par une voiture citadine -l'année de référence étant 2008.

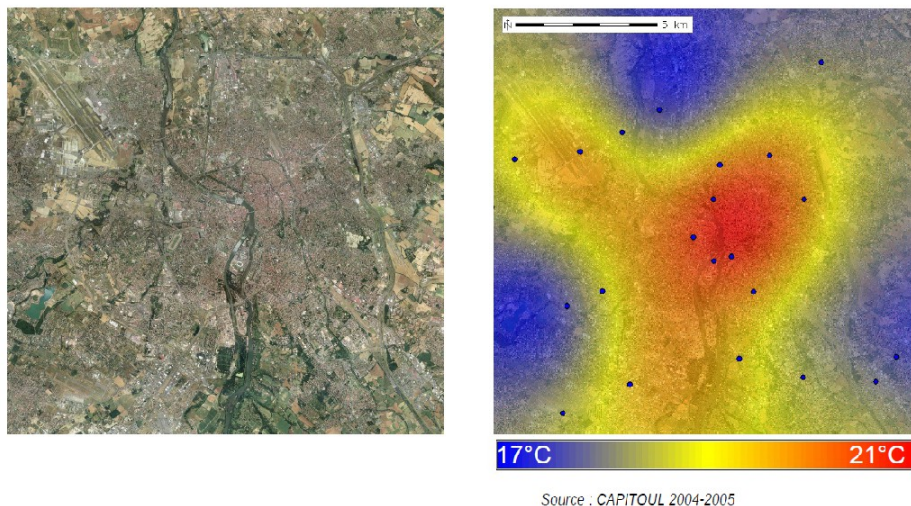
Cet impact carbone peut difficilement être comparé à d'autres territoires métropolitains en Europe, dans la mesure où il existe une *forte variabilité des situations territoriales en France, selon leur histoire et géographie économique, urbaine et sociale*. Par exemple, l'agglomération de Lille émet 10 millions de  $\text{teqCO}_2$ , soit 3 fois celles de la métropole toulousaine, tandis que l'agglomération de Bordeaux émet 4,8 millions de  $\text{teqCO}_2$  par année<sup>1</sup>.

Dans l'agglomération toulousaine, le réchauffement climatique est déjà une réalité. Une élévation des températures de 1,3 ° C en moyenne est constatée entre 1945 et 2007 (0,9 ° C au niveau national et 0,74 ° C au niveau mondial). S'ajoutent :

- une diminution de 16% des précipitations entre 1977 et 2007
- un espace sud-ouest qui connaîtrait le plus fort réchauffement d'ici 2100 en France
- une augmentation des étés chauds et secs.

De plus, on peut enregistrer des moyennes de températures allant jusqu'à 4°C entre le centre dense de la ville et la périphérie de l'agglomération. C'est ce qu'on appelle l'effet « îlot de chaleur urbain » (ICU). Cf. carte ci-dessous portant sur des données des années 2000.

<sup>1</sup> Même si les méthodes de calcul peuvent ne pas être exactement les mêmes, elles jouent à la marge.



Des travaux simultanés du CGET, Commissariat général à l'Égalité des Territoires, ex-DATAR, indiquent que l'aire urbaine de Toulouse est celle qui, ayant plus d'un million d'habitants, a connu la plus forte croissance démographique en Europe et mais aussi que le territoire est celui qui risque d'être le plus vulnérable en termes climatiques en France.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'Insee a publié les nouveaux chiffres officiels du recensement de la population. Toulouse compte désormais 447 340 habitants, soit 5538 habitants de plus que l'année dernière, et la Communauté urbaine 714 332 habitants, soit 9937 habitants de plus.

Toutefois, l'adaptation aux risques climatiques peut être aussi une formidable opportunité pour innover et créer de l'emploi.

## 2. Les enjeux énergétiques

La consommation d'énergie du territoire de Toulouse Métropole est de l'ordre d'1,4 million de tep/an (énergie finale). La facture énergétique payée par l'ensemble des agents économiques du territoire s'élève à au moins 1,4 milliards d'euros ttc, chaque grande catégorie, ménages et acteurs économiques, en payant environ la moitié.

Pour les communes de la CUTM, la hausse des tarifs et le développement économique et démographique impactent directement leur budget en tirant à la hausse les dépenses énergétiques.

La production d'énergie renouvelable et de récupération (EnRR) reste très faible sur le territoire métropolitain, environ 3,2 % de la consommation globale d'énergie (et 4 % hors transport). Le Plan Climat a inscrit des objectifs très ambitieux en termes d'énergies renouvelables : à l'horizon 2020, doubler la production dans le territoire et passer à 20 % de la consommation d'énergie finale.

Ainsi, d'ici 2020, dans le champ de la production locale d'EnRR, l'enjeu de la réduction de la demande en énergie, donc d'une politique de sobriété énergétique, tous secteurs et tous acteurs confondus, est fondamental. Cet enjeu est fortement transversal : toutes les politiques publiques et toutes les actions menées dans le territoire doivent y contribuer. Ainsi, par exemple, il s'agit tout autant d'actions sectorielles sur les transports que de la « politique de la ville ».

## 3. Les enjeux économiques

L'ensemble du secteur économique est concerné sur le territoire métropolitain :

- l'industrie globalise 13% des emplois et génère 17% des émissions de GES. Une dizaine d'établissements environ produit près de 50 % des émissions, l'autre moitié étant très diffuse.

- le tertiaire atteint 87% des emplois et génère 13 % des émissions de GES.
- l'agriculture comporte très peu d'emplois sur le territoire mais représente un quart de sa surface. Si elle génère moins de 1 % des émissions directes de GES, elle peut fortement contribuer à la baisse globale en contribuant à modifier les circuits de distribution (secteur tertiaire) et les comportements de consommation des ménages.

Le caractère hautement technologique de l'économie locale et la forte présence de la recherche dans le territoire laissent présager d'importants gisements d'innovation, directement et par transfert d'une activité ou filière à l'autre. Un processus collaboratif s'impose donc à l'échelle du territoire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et les vulnérabilités des entreprises.

Depuis octobre 2014, la CUTM a engagé un processus de partenariat d'une part avec Météo France et d'autre part avec la CCI Toulouse et la Chambre des Métiers Haute-Garonne pour développer les gisements de service et appui aux entreprises en ce qui concerne les questions climatiques.

A l'heure actuelle, les « services climatiques » soutenus par la Ville et la Communauté urbaine portent essentiellement sur :

- dans le cadre du pôle de compétitivité Aerospace Valley, l'observation de la terre, les drones, la cartographie, la puissance de calcul, etc. ;
- le pôle de compétitivité DERBI (Développement des énergies renouvelables pour le bâtiment et l'industrie) dont les domaines d'activités (bâtiment producteur d'énergie / gestion des réseaux et stockage d'énergie / production d'énergie hors bâtiments) ;
- la subvention aux projets ADREAM (bâtiment support expérimental, instrumenté, intelligent, et à énergie optimisée) situé à Paul Sabatier (UPS) et LIMA (Laboratoire d'Imagerie Multicapteurs Aéroportés) situé au sein de l'ONERA à Rangueil ;
- le partenariat avec le STAE (Fondation Services et technologies pour l'Aéronautique et l'Espace) pour la valorisation des services spatiaux pour l'environnement
- un projet de Centre de l'Eco-construction (Grand Projet Plan Climat)
- l'installation à Toulouse Montaudran Aerospace de Mercator Ocean, du centre de calcul de Météo-France (Centre Clément-Ader)

## **4. Les enjeux sociaux**

Les enjeux sociaux relèvent essentiellement de la hausse tendancielle continue du coût des énergies du fait de la raréfaction des ressources d'énergies fossiles. Ce coût crée une pression sur la précarité énergétique, qui représente déjà entre 13 % et 16 % des ménages concernés, selon le seuil de précarité considéré<sup>2</sup>.

S'ajoutent des enjeux « sociétaux » : il est en effet nécessaire que l'ensemble des catégories sociales, quartiers et communes du territoire contribue à la sobriété énergétique et à la modification des comportements de chacun. La culture urbaine, les habitudes de consommation, les échanges sociaux doivent progressivement devenir compatibles avec le nouveau modèle de transition énergétique et écologique engagé, notamment à travers le Plan Climat.

## **5. Les enjeux environnementaux**

Les émissions de gaz à effet de serre sont la conséquence d'activités humaines sur le territoire qui, parallèlement, engendrent des pressions fortes et parfois des dommages irréparables sur les ressources naturelles. La réduction des recours aux énergies fossiles et la sobriété énergétique auront

---

<sup>2</sup> Ce chiffrage porte sur l'année 2007 et l'ensemble de la région Midi-Pyrénées. Les évolutions tarifaires et la structure des revenus dans la région laissent penser que dans l'agglomération toulousaine ces chiffres sont des minima mais une étude actualisée et précisément géographiée serait utile.

un impact favorable sur la préservation des ressources naturelles et de la nature, richesses de l'agglomération.

Inversement, la politique de préservation des ressources naturelles des communes membres et de développement de la nature en ville à travers de multiples actions de la CUTM pousse à constituer un territoire plus sobre en carbone voire capteur de CO<sub>2</sub>.

## **Le Plan Climat : un programme d'action concret et ambitieux pour Toulouse 2014-2020**

Ce plan d'action vise à améliorer la durabilité des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire, notamment dans sa composante climat et énergie, à la fois en termes d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'adaptation aux changements climatiques, surtout dans leurs épisodes extrêmes.

Le programme d'amélioration est présenté en fonction des cibles stratégiques du Plan Climat.

### ***Cible 1 : Atteindre la sobriété énergétique et développer les énergies renouvelables***

Il convient de rappeler que l'Autorité Organisatrice de l'Énergie (AOEn) de Toulouse Métropole est une mission transversale créée dans le cadre du Plan Climat, chargée de coordonner les directions Ville de Toulouse et CUTM en mobilisant les expertises techniques, juridiques et financières concernées.

En 2014, en relation avec l'AOEn, les actions suivantes concernent particulièrement Toulouse.

#### ***L'inscription concrète d'un nouveau modèle énergétique dans les projets d'aménagement urbain***

Deux projets sont le reflet de cette stratégie :

##### **- Extension du réseau de chaleur urbain du Mirail à la Cartoucherie**

Valorisation d'énergie fatale pour les besoins de froid (refroidissement de 80 000 m<sup>2</sup> SHON de bureau, Puissance = 2 700 kW ).

A noter que fin 2013, association nationale Amorce a récompensé Toulouse pour son réseau de chaleur du Mirail. Parmi les 700 réseaux de chaleur existants en France, ce réseau urbain se distingue sur le plan environnemental : il est alimenté à 99,9% par une énergie renouvelable ou de récupération (EnRR) issue de l'incinération des ordures ménagères, un réseau étant considéré comme vertueux à partir de 50% en EnRR. Sur un plan économique, son prix de vente de chaleur est 30% moins cher que la moyenne des réseaux en France toutes énergies confondues (moyenne nationale de 2011) sur les réseaux de chaleur : 67.5€ HT /MWH). Le réseau du Mirail s'étend sur 22 kilomètres. Il est confié depuis 2007 par convention de délégation de service public à la société Eneriance (anciennement Cofathec Coriance).

- Dans la **ZAC Toulouse Montaudran Aerospace, création d'une boucle d'eau tempérée dans un réseau de chaleur de 23 km**. Ce réseau est alimenté en partie par l'énergie fatale issue des

supercalculateurs de l'Espace Clément Ader, qui le placent dans les 80 premiers mondiaux, et qui devrait couvrir 30 % des besoins, d'abord du bâtiment lui-même puis de l'ensemble du quartier. Le complément se ferait par apport d'EnRR.

L'Espace Clément Ader a été inauguré en octobre 2014. Cette création va entraîner d'autres innovations et des emplois dans la ZAC.

Le réseau de chaleur devrait également alimenter les opérations d'aménagement de Malepère et Empalot.

### **La valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE)**

Elle se fait à travers la convention passée entre EDF et la Ville de Toulouse, en complément de celle signée avec la Communauté Urbaine Toulouse Métropole.

### **La production d'hydroélectricité**

La régie municipale d'électricité de Toulouse (RMET) est un outil performant de production d'hydroélectricité.



La production hydroélectrique de l'usine du Ramier s'établit à 23 GWh en moyenne. En intégrant l'aménagement de la Cavaletade, inauguré en octobre 2014, elle pourra être portée à 27 GWh. Cette augmentation de 17 % correspond à la consommation annuelle en électricité d'environ 1 500 foyers supplémentaires. De plus, la Cavaletade rendra possible la réalimentation du bras inférieur de la

Garonne, afin de lui rendre la même qualité d'eau que le bras supérieur. L'installation d'une passe à poissons permet le déplacement des poissons migrateurs : saumons, aloses, anguilles, lamproies...

L'évolution de cette compétence est actuellement à l'étude. D'ores et déjà, la RMET est maître d'ouvrage de la réalisation et de l'exploitation de la centrale photovoltaïque au sol, sur un terrain de la Ville, sur les coteaux de Pech David, pour déployer une puissance de 240 kWc.

### **L'éclairage public**

Il constitue **un gisement important d'économie** dans la dépense publique de la Ville tout en garantissant le sentiment de sécurité directe comme ressentie en tous points de la ville.

La dépense pour Toulouse s'élève aujourd'hui à 5 M € en fonctionnement (y compris facture électrique) et 4M € en investissement (rénovation, création). La gestion de l'éclairage public permet à la Ville une économie réelle de 1GWh / an (1Million de kWh) et a pour objectif de passer sous les 30GWh en 2020 à périmètre constant (35GWh actuellement). Cette économie est bien entendu cumulative, soit sur 10 ans (1+2+3+4+5+... 10) 55GWh d'économie et 5,5 M€.

En même temps, l'éclairage public doit participer à la réduction des impacts environnementaux, telle la pollution lumineuse, en éclairant juste dans une ambiance agréable pour l'utilisateur.

Par exemple, il doit :

- respecter l'exigence de recyclage des équipements usagés, utiliser des écolabels pour les blocs d'éclairage et les lampes, recourir à des composants novateurs tels LEDs, assurer une temporalité d'éclairage optimisée ;
- viser à des économies d'énergie pérennes en coût global (incluant le fonctionnement sur la durée de vie) ;

- s'ouvrir aux technologies contemporaines en tendant vers des « lampadaires/systèmes intelligents » détectant le besoin réel instantané.

## ***Cible 2 : Valoriser et développer les mobilités durables pour les personnes et les marchandises***

A partir du **Plan de Déplacements Urbains (PDU)**, défini à l'échelle de la grande agglomération, soit 118 communes, l'objectif est d'offrir aux habitants de la métropole toulousaine un **maillage de transports en commun** plus performant et attractif, reliant les grands équipements, les zones d'activités, les lieux de vie et de loisirs.

### ***Les mobilités des personnes***

Sur la période 2013-2014, plusieurs actions majeures ont eu lieu qui concernent directement Toulouse.

### **Les transports en commun et mobilités alternatives à la voiture individuelle**



- la réalisation des travaux du tram Garonne et sa mise en service en décembre 2013,
- la finalisation des essais sur les rames de la ligne T1 du tram pour passer à la fréquence « toutes les 5 cinq minutes », lorsque la ligne Envol sera opérationnelle, au lieu de sept minutes

aujourd'hui.

Au final, il s'agira d'anticiper et de gérer en temps réel la circulation automobile sur divers secteurs et optimiser le comportement des installations sur la ligne : fonctionnement des carrefours, distribution de l'énergie, signalisations lumineuses et régularité du tramway.

- la mise en service de la LMSE,

- la mise en service du Linéo sur la ligne 16, avec des bus modernes et performants.



169 millions de validations sur le réseau de transport en commun ont été enregistrés en 2013, soit une hausse de 5,5 % entre 2013 et 2012, après l'augmentation de 5 % entre 2011 et 2012, avec une progression plus forte sur le réseau de surface que pour le métro. En cinq ans, l'augmentation de la fréquentation globale est de 33 %. Le nombre d'abonnements augmente de 7,5 %, ce qui confirme la tendance à la fidélisation.



Enfin, partir du 7 novembre 2014, Toulouse offre un élargissement des horaires du métro le week-end pour mieux répondre aux besoins de la métropole toulousaine. Ce nouveau service de transport de nuit, plus fiable et plus sûr, garantira à un maximum de personnes un bon retour de leurs sorties.

A cela, il faut ajouter les développements récents de mobilité durable, essentiellement à Toulouse :

- l'électro-mobilité, pour laquelle la CUTM est aujourd'hui reconnue sur le plan national.
- l'autopartage, avec un service aujourd'hui dénommé Citiz, comme tous les autres membres du réseau France-Autopartage. Aujourd'hui, dans Toulouse, le service compte 44 voitures partagées et 21 stations pour 700 abonnés. 4 voitures électriques sont mises à disposition des abonnés toulousains.

### **Le plan Vélo**

La déclinaison opérationnelle du plan vélo 2011-2020 permet de résorber de façon continue et progressive les discontinuités cyclables et réaliser la mise aux normes des aménagements. A ce jour, 549 km de réseau cyclable sont aménagés, dont 302 km sur Toulouse.

Parallèlement, la CUTM compte 549 km de voies à vitesse apaisée (zones 30, zones de rencontre, aires piétonnes), dont 401 km sur Toulouse. Les doubles sens cyclables dans les rues en sens unique et les « cédez le passage cyclistes » au feux se généralisent.

Le site [www.geovelo.fr/toulouse](http://www.geovelo.fr/toulouse) permet de choisir son itinéraire à vélo en fonction de son profil cycliste et de la « cyclabilité » des voies.

A Toulouse, 2 nouveaux parcs vélos sont ouverts depuis 2013 : 678 places à la gare Matabiau, 467 places au parking Capitole. 4 parcs de stationnement à accès réglementés sont ouverts aux stations de métro Balma-Gramont, Argoulets, Arènes et Basso-Combo, auxquels s'ajoutent les milliers de places disponibles sur espaces publics.



Cet ensemble d'actions « modes doux » fait partie de la politique de la Communauté urbaine visant à déployer un stationnement vélo facilité, sécurisé et peu onéreux pour l'utilisateur dans le territoire.

L'action d'aide à l'achat de vélos à assistance électrique (VAE), qui a permis depuis 2012 de promouvoir l'usage du vélo, par une subvention de 25 % du prix d'achat dans la limite de 250€, a rempli ses objectifs avec succès : dépassant les prévisions, plus de 1500 VAE ont ainsi été achetés et, du fait de la pleine utilisation des subventions accordées, l'opération s'est terminée en juillet 2014.

VélôToulouse bat des records : plus de 21.000 locations en une seule journée ensoleillée du mois d'octobre, 3,5M de locations/an. La CUTM propose de lancer une initiative « élargissement » en étudiant la faisabilité de nouvelles stations sur des villes de l'agglomération qui en sont aujourd'hui privées. VélôToulouse pourrait aussi proposer des stations éphémères lors de gros événements populaires, tels que l'Euro en 2016, et évoluer en termes de VAE, avec option payante pour l'utilisateur.

La maison du Vélo, soutenue par la Communauté urbaine, loue, face à la gare, 300 vélos en moyenne et en longue durée, avec un fort succès des vélos pliants.

Des jalonnements réseaux verts pour le vélo loisir et cyclables pour le vélo utilitaire maillent la ville. A cela s'ajoute la traditionnelle rando vélos chaque premier dimanche du mois, d'avril à novembre.

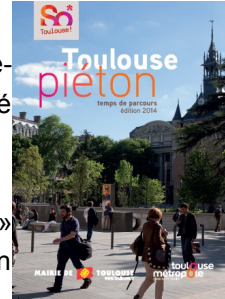
### **L'usage du centre-ville**

La volonté de Toulouse est de faire plus de place à la promenade et aux rencontres dans son centre ancien, afin de tisser plus de liens et favoriser le mieux vivre ensemble. Elle se traduit par le réaménagement de rues emblématiques, la création de places et placettes, de nouveaux squares,

l'implantation d'un mobilier urbain de qualité. Le plateau piétonnier du centre ville de Toulouse s'est étendu au secteur Capitole, avec la mise en service d'un nouveau schéma d'accessibilité en juillet 2013, s'appuyant sur une extension du dispositif de contrôles d'accès en voiture. L'axe Romiguière–Pargaminières reliant le secteur Capitole à la Garonne a été requalifié en zone de rencontre au profit des liaisons en modes doux. L'accès au Capitole est désormais réservé aux riverains (habitants et professionnels), à leurs visiteurs, aux professionnels de livraison ainsi qu'aux véhicules d'urgence, d'intervention et de services.

La réduction notable du trafic routier de transit permet d'améliorer dans le centre-ville et ses abords le cadre de vie et de préserver et valoriser l'activité économique.

En septembre 2014, une carte des temps de parcours à pied « Toulouse piéton » a été éditée. Elle permet de promouvoir l'usage de la marche en centre-ville, en accompagnement du nouveau schéma d'accessibilité mis en place en juillet 2013.



### **Le Plan de Déplacement des Marchandises**

Afin de limiter les 94 000 t<sub>eq</sub> CO<sub>2</sub> dues au fret émises chaque année jusqu'à une période récente, la nouvelle charte livraison des marchandises, signée entre la collectivité et les acteurs économiques du centre ville de Toulouse, est devenue opérationnelle.

En outre, la Ville de Toulouse accorde une aide à l'achat de véhicules utilitaires électriques pour les entreprises. Enfin, la logistique urbaine est une question dorénavant intégrée dans les nouvelles opérations d'aménagement urbain : Cartoucherie, Toulouse Montaudran Plaine Campus, Brouardel, Mirail Garonne.

### **Développement des pédibus à Toulouse**

Un pédibus fonctionne comme un autobus avec des circuits, des arrêts et des horaires de passage. L'itinéraire privilégie la sécurité des enfants. Les parents amènent leurs enfants à l'arrêt de leur choix. Les enfants sont ensuite intégrés dans le pédibus et conduits à l'école. Des adultes accompagnateurs ouvrent et ferment le convoi afin de veiller au bon déroulement du déplacement et de s'assurer que les enfants marchent en file 2 par 2, en restant toujours sur les trottoirs. Le pédibus a les avantages suivants :

- **Plus de sécurité**
- **Moins de pollution**
- **Une pratique favorable à la santé**
- **Une démarche solidaire**, en créant du lien social entre les familles.

Actuellement, une vingtaine de lignes à Toulouse sont traitées, soit pour les maintenir en fonctionnement actif, soit pour les activer ou réactiver en mobilisant les initiatives citoyennes et scolaires. Deux lignes sont particulièrement actives et exemplaires.

### **Le plan local de stationnement à Toulouse**

La Ville de Toulouse a engagé un travail de fond pour faciliter le stationnement des riverains à proximité de leur habitation en favorisant la rotation des véhicules sur les places de stationnement. Le plan local de stationnement permet à la fois d'assurer cette régulation et d'ouvrir l'espace public au



profit des modes de déplacement autres que la voiture individuelle, et donc apporter une meilleure qualité de vie aux habitants citadins et visiteurs, en diminuant les émissions de gaz à effet de serre.

Dans le cadre du projet Toulouse centre, le parking du Capitole a été réaménagé avec notamment l'inversion de ses rampes d'accès. Le niveau -1 accueille en particulier un espace dédié à l'éco-mobilité avec le rédéploiement du stationnement réservé aux personnes à mobilité réduite, la création de 470 places de stationnement vélos, 126 places permettant l'accueil des usagers des deux roues motorisés et la création de 9 places permettant la recharge des véhicules électriques.

Le parking du Capitole fait également partie des 9 parcs en ouvrage proposant un abonnement de stationnement résidant à un tarif préférentiel pour les habitants du centre-ville. Ce dispositif entre dans le cadre du Plan Local de Stationnement et complète le service proposé sur voirie. Le stationnement résidant dans les parcs en ouvrage est aussi ouvert aux deux-roues motorisés dans 6 des 9 parcs concernés.

En dehors du centre-ville et de ses abords, le dispositif zone bleue propose des places réglementées mais gratuites pour faciliter la vie au cœur des quartiers – le quartier Tibaous par exemple vient de se voir doter d'une Zone Bleue en novembre 2014.

### ***Cible 3 : Réduire la précarité énergétique des personnes les plus modestes***

#### **Produire des logements sociaux neufs intégrant les exigences du développement durable**

164 000 foyers seraient en situation de précarité énergétique dans la CUTM. C'est pourquoi le **Programme Local de l'Habitat 2010-2015** porte des ambitions fortes afin de construire plus, solidaire et durable. L'objectif du PLH de livrer 2 200 logements sociaux par an est atteint ou dépassé depuis 2012.

La 1ère opération BEPOS (à énergie positive) a été livrée à Reynerie (55 logements). Une opération en cours emploie des matériaux d'origine végétale ou animale en filières courtes : opération Magnolia du Nouveau Logis Méridional.

Des opérations de **rénovation durable** sont en cours afin de favoriser la maîtrise des « loyers+charges » et d'améliorer la performance des logements énergivores. En 2013, 1138 logements sociaux sur la CUTM dont 974 sur Toulouse en classe énergétique E, F ou G ont reçu un accord de financement de la CU pour une réhabilitation énergétique vers la classe C, soit une économie totale de 7,4 millions de kWh. En 2013, il n'y a pas eu de logements sociaux réhabilités dans le cadre du GPV avec des aides de l'ANRU.

Les opérateurs sociaux à Toulouse ont été : Habitat Toulouse, 604 logements ; Nouveau logis Méridional, 79 logements ; Promologis, 53 logements ; SA Patrimoine, 238 logements.

En partenariat avec Habitat Toulouse, 3 réhabilitations thermiques sont complétées par des formations des locataires et des agents de proximité aux éco-gestes et aux usages du logement afin d'assurer l'atteinte, dans la pratique, des consommations théoriques. Ces formations sont réalisées par l'Espace Info Energie de Toulouse Métropole.

**Créer un dispositif de lutte contre la précarité énergétique : accompagner et soutenir financièrement les particuliers pour réaliser des économies d'énergie dans leur logement**

Pour améliorer les conditions de vie des ménages les plus modestes et pour lutter contre **l'habitat indigne**, une politique en faveur de la **réhabilitation de l'habitat privé** est développée à travers deux axes :

- Un programme d'actions pour la **requalification du bâti dans les quartiers anciens**, au travers du **PIG « Performances énergétiques/ Habiter mieux »** (qui aide les propriétaires en situation de précarité énergétique à entreprendre des travaux de réhabilitation thermique dans leur logement ) et du **PIG « lutte contre l'habitat indigne »**;
- Un programme d'actions en faveur des **copropriétés en difficulté : 5 OPAH** sont menées, ce qui représente **1 200 logements** en cours de réhabilitation , ainsi qu'un programme de veille et de prévention.

En 2013, la rénovation de 479 logements privés a été soutenue, soit 1,9 million kWh économisés.

**Conseiller et accompagner les habitants sur les économies d'énergie**

L'**Espace Info Énergie (EIE)** de Toulouse Métropole est particulièrement actif sur Toulouse, notamment à travers les événements auxquels il participe. La convention tri-annuelle signée entre l'EIE et Toulouse Métropole décline de nouvelles actions pour l'EIE, telles que l'accompagnement spécifique des copropriétés au travers des conseils syndicaux ou des locataires, la réalisation de thermographies, l'animation du défi des familles à énergie positive.

Depuis 2014, un **1<sup>er</sup> logement témoin éco-citoyen** est ouvert à Bellefontaine, porté par la régie de quartier.

Un projet d' « **atelier solidaire** » a vu le jour à **Empalot**. Il s'agit de créer en quartier prioritaire de la politique de la ville un lieu ressource pour les habitants sur les travaux d'économie d'énergie et d'amélioration de l'habitat : un programme de sensibilisation, des formations aux travaux, une outillthèque seront proposés. Cet atelier sera géré par une structure spécifique indépendante, qui a été désignée en octobre 2014 après un appel à projet.



Le **Défi familles énergie positive (FAEP)** 2013-2014 a été lancé auprès de familles volontaires pour faire au moins 8 % d'économies d'énergie dans son logement. 300 familles ont participé, Toulouse a fourni **le plus gros contingent en France** : plus de 140 familles participantes. Au total, les résultats sont remarquables : 19 % d'économies d'énergie et 16 % d'eau, soit 2 200kWh et 0,370 tonne CO2 économisés par famille, soit l'équivalent d'une diminution de circulation de 2710 km dans l'année pour une voiture neuve. Ces résultats ont été présentés à toutes les familles concourantes au cours d'une réunion d'information, mais aussi ludique, en mai 2014.

***Cible 4 : Produire des bâtiments à haute performance énergétique et climatique en construction neuve et réhabilitation***



Après les **3 opérations pilotes** : Groupe scolaire Ponts Jumeaux, bâtiment à énergie positive, centre multi accueil

Moulis Croix Benite, école Lucie Aubrac, un nouveau complexe de 1000 m<sup>2</sup> a ouvert début novembre 2014 : le multi-accueil Lampagia de 60 places de la rue Ernest Renan, avec un relais assistantes maternelles et une crèche familiale, installés dans des locaux mutualisés.

Premier équipement du pôle Montaudran Aerospace, l'Espace Clément Ader a été inauguré en octobre 2014. Plus de 220 personnes sont appelées à travailler dans ce vaste bâtiment de 13000 m<sup>2</sup> où sont regroupés plusieurs centres de recherche et plate-formes techniques sous le pilotage de l'Université Fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées.



Un nouveau gymnase au Château de L'Hers, depuis fin septembre, répond aux exigences de haute qualité environnementale (gestion de l'énergie et de l'eau, intégration dans l'environnement...), érigé sur le même site sportif mais pour remplacer l'ancien gymnase devenu vétuste. Cet équipement a été conçu par le domaine programmation et architecture de la direction bâtiments et énergies. Il dispose d'une salle bien plus grande qu'auparavant ainsi que d'aménagements qui offrent un confort d'utilisation pour les usagers et les agents de la direction des sports (vestiaires, locaux de stockage...). A l'extérieur, on peut également profiter d'un plateau sportif refait à neuf, d'un bowl d'évolution pour la pratique du skate et d'un terrain de foot.

**La construction de logements sociaux** dans le territoire offre une double orientation favorable en matière de développement durable :

- d'une part, en termes de cohésion sociale, elle permet de rééquilibrer en partie la répartition des habitants dans l'agglomération. En effet, alors que les logements construits dans le cœur d'agglomération sont majoritairement des petits logements, répondant aux besoins des personnes seules, couples sans enfant et familles monoparentales, les logements familiaux (T4 et +) sont surtout construits en seconde couronne et au-delà. L'habitat social rééquilibre en partie l'offre de grands logements abordables dans le cœur d'agglomération, en locatif et en accession sociale.

- d'autre part, les logements sociaux construits depuis quelques années sont en très grande majorité de haute qualité d'usage et performance énergétique.

Le prêt d'accession toulousain (PAT) sera opérationnel dès 2015 sur la commune de Toulouse, et pourrait être étendu à l'ensemble de Toulouse Métropole. Il sera destiné aux primo-accédants (sous conditions de ressources) pour l'achat d'un bien dans le neuf comme dans l'ancien.

## **Cible 5 : Généraliser les démarches d'urbanisme durable sur l'ensemble du territoire**

### ***Le PLU de Toulouse : Grenellisé pour construire une ville durable***

Le nouveau Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse a été adopté le 28 juin 2013. Conçu dans l'esprit du Grenelle de l'environnement avec comme premier objectif de « construire une métropole où l'on vit bien, une métropole généreuse, apaisée et durable », le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la Ville de Toulouse du PLU s'inscrit dans la volonté d'anticiper les mutations économiques et sociales de demain, répondre aux enjeux environnementaux et être porteur d'un mieux vivre collectif pour les habitants. Ce PADD apporte du sens et de la cohérence aux projets urbains à venir.

Les compétences en termes d'urbanisme relèvent de la Communauté urbaine. Ainsi peut-on noter les évolutions récentes dans ce domaine concernant Toulouse.

### **La finalisation du référentiel d'aménagement et d'urbanisme durables**

La Communauté urbaine produit un référentiel, qui a pour but de forger une culture commune de la ville durable dans la métropole, entre élus, professionnels de l'aménagement et services de la collectivité. Il est **en test sur 3 opérations d'aménagement** : Bordeblanche, Izards-3 Cocus et Tucard. Son utilisation élargie est prévue pour 2014.

### **Aménager des éco-quartiers dans le neuf et le tissu urbain existant**

**11 éco-quartiers** sont en cours de réalisation, dont 9 en phase opérationnelle de construction, sur le territoire communautaire. **Toulouse** est concernée par les projets suivants : Montaudran Aérospace (lauréat Ville de demain), la Cartoucherie, les Izards-Trois Cocus, Hers-Malepère-Marcassonne.

Ainsi, par exemple, le projet Izards-Trois Cocus est particulièrement innovant.

Ce quartier populaire en difficulté pourrait être qualifié d'« oublié » de la politique de la ville, étant en ZUS (*Zone Urbaine Sensible*) hors convention ANRU (*Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine*), récemment classé en ZSP (*Zone de Sécurité Prioritaire*). Il se situe dans la forte dynamique de la construction dans le secteur Nord, aux franges de la ZAC de Borderouge, tout en étant en déséquilibre avec ce quartier voisin en mutation. Il fait l'objet d'un ambitieux projet de renouvellement urbain (PRU) et de développement social, associé à une volonté d'encadrement des mutations urbaines et de couture entre les quartiers ; de nouvelles perspectives que sont l'arrivée du boulevard urbain Nord et de la Ligne à grande vitesse (LGV) avec le futur pôle multimodal de la Vache.

Ce projet comporte de très nombreuses caractéristiques directement liées au développement durable. Ce sont par exemple les suivantes :

- la transformation du quartier pour répondre aux besoins des habitants actuels et futurs et mettre en valeur ses nombreux atouts déjà présents
- la restauration de l'attractivité et de la qualité de vie, avec
  - l'aménagement d'espaces publics lisibles, de qualité et répondant aux attentes des habitants actuels et futurs, favorisant les échanges entre les habitants et la création de lieux de rencontre
  - la volonté de fédérer les différents secteurs du quartier et son ouverture sur les quartiers voisins (Lalande, Borderouge, La Vache, Grand Selve)
  - l'alliance entre Ville et Nature : le concept fondateur de « ville jaune – ville verte » du maître d'œuvre OBRAS
  - la préservation et le développement de « l'agriculture urbaine »
  - la mise en valeur des « respirations vertes » dans tout le quartier, pour offrir un cadre de vie plus agréable et préserver la qualité de l'air
  - le renforcement d'un pôle des équipements et services publics
  - la réorganisation et le développement de l'offre commerciale
- la consolidation de la mixité sociale, avec la règle des « trois tiers » sur les reconstructions : 1/3 accession libre, 1/3 accession sociale, 1/3 locatif social
- l'adaptation des façons de vivre et d'habiter au changement climatique, à travers notamment les éléments « verts » indiqués ci-dessus mais aussi la nouvelle donne en termes d'échanges et convivialité
- un projet de quartier conçu et évoluant dans une étroite concertation avec les habitants, tout en soutenant les activités associatives du quartier.

L'opération est concédée à Oppidea par traité de concession en date du 10 janvier 2008 et le dossier de réalisation modificatif n°2 a été approuvé le 14 décembre 2012.

Le programme de l'opération comporte la réalisation de 321 550 m<sup>2</sup> SP destinés à la création d'environ 3200 logements, à la réalisation de 90 000m<sup>2</sup> de locaux d'activité et d'enseignement

supérieur, et à la constitution de 13 300 m<sup>2</sup> SP de commerces. Par ailleurs, une surface de 14 900m<sup>2</sup> est

affectée à l'implantation des équipements publics.

Les objectifs du projet d'aménagement de la ZAC sont :

- assurer le développement de la commune par la création d'un nouveau quartier regroupant habitat, espaces verts, commerces, équipements publics et activités;
- relier la Cartoucherie aux quartiers avoisinants en développant les liaisons et les équipements;
- réaliser un cadre de vie de grande qualité avec promenade jardinée, espaces paysagers et zones de rencontre ;
- développer un quartier de grande qualité environnementale par la modération énergétique, la cohérence urbanisme-transports et la gestion des eaux pluviales.

S'agissant de la gestion des eaux pluviales, le projet prévoit la rétention et l'infiltration des eaux pluviales dans la nappe phréatique, sans réseau d'évacuation souterrain.

Seules les eaux de l'avenue Raymond Badiou et de la voie du Toec, soit une surface de 3 ha environ, seront rejetées dans les réseaux existants.

Au titre de la loi sur l'eau, le projet est soumis à déclaration pour la surveillance des eaux souterraines (rubrique 1.1.1.0) et à autorisation pour le rejet des eaux pluviales (rubrique 2.1.5.0), le projet ayant une surface supérieure à 20 hectares.

### ***Préserver et renforcer la trame verte et bleue***

Il s'agit d'actualiser le **schéma des espaces de nature** de la CUTM, de proposer des outils de protection de ces espaces, de les prendre en compte dans les opérations d'urbanisme, et enfin de restaurer et de gérer des espaces naturels et agricoles existants et d'en créer de nouveaux.

**A Toulouse, la valorisation des espaces naturels et agricoles** concerne notamment la culture maraîchère aux Izards 3 Cocus ; une partie aval de la Réserve Naturelle Régionale Garonne Ariège, et dans le champ du projet Grand Parc Garonne le secteur de Ginestous, avec notamment un projet concernant la ferme de Bellerive et les terrains de la régie municipale agricole.

### ***Développer les exigences climat énergie dans les projets de rénovation urbaine et sociale des territoires en politique de la Ville***

Mobilisant à la fois des compétences communautaires et de la Ville de Toulouse, le Grand projet de ville (GPV), outil majeur de la politique de la ville, lancé en 2002, répond aux préoccupations climat et énergie, principalement en produisant, dans le cadre du PLH -cf. ci-dessus- **des logements de qualité**, locatifs ou en accession, adaptés à la diversité des modes de vie des habitants, et dont la moitié sont à destination des personnes et familles à ressources modestes ou intermédiaires. La Communauté urbaine aide financièrement le renouvellement urbain dans les quartiers du GPV, la rénovation énergétique des immeubles HLM et des grandes copropriétés en difficulté, ainsi que les travaux dans les logements insalubres.

En ce qui concerne les espaces partagés des quartiers en GPV, la Ville met en œuvre la **Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP)**, qui s'appuie notamment sur les organismes bailleurs, les régies de quartiers, les opérateurs associatifs et les habitants, pour déployer des interventions techniques et de la médiation humaine qui comportent des actions de développement durable : déchets avec des réaménagement des locaux ordures ménagères par exemple.

De plus, le GPV intègre des projets et actions sur les économies d'énergie et de flux, les jardins partagés, la mise en place de parcs comme dans le quartier de la Reynerie...

Une orientation nouvelle consiste à accentuer notablement le volet social du dispositif, qui concerne 55 000 Toulousains, habitants de Bagatelle, Empalot et Le Mirail. Les actions en matière d'éducation, d'emploi, d'installation d'activités et d'implication des associations et habitants sont ainsi renforcées.

C'est le nouveau cadre d'action de la politique de la ville, issu de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. L'objectif est de mobiliser l'ensemble des acteurs publics et privés pour la résolution des difficultés de ces territoires et de leurs habitants, dont une proportion beaucoup plus importante qu'ailleurs dans l'agglomération vit en grande précarité. Quinze territoires prioritaires sont identifiés sur Toulouse, Blagnac et Colomiers. Les habitants qui y résident, soit 8 % de la population de l'agglomération, ont un revenu médian inférieur à 60 % de celui de l'agglomération, soit 11 900 € /an, mais dans certains quartiers, ce revenu n'est que de 8 000 €/an. Ce dispositif a une visée très opérationnelle : il s'agit de mettre en œuvre un plan d'actions pour six ans. Le contrat de ville, qui doit être signé avant juin 2015, s'étendra donc dorénavant sur l'agglomération et articulera de manière étroite les actions sur le cadre de vie, la cohésion sociale et le développement économique (accompagnement des entreprises, insertion des jeunes...), afin de développer une action publique plus efficace pour les territoires prioritaires et leurs habitants. En rappelant que sa dimension développement durable est renforcée par le fait qu'il est nécessaire de s'appuyer aussi sur l'expertise des habitants dont la participation est désormais obligatoire, à travers des conseils citoyens. Le contrat de ville est donc bien l'affaire de tous.

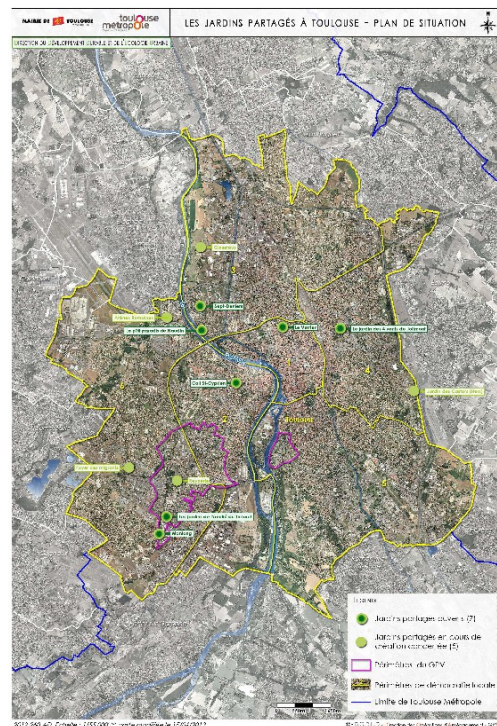
Parmi les réalisations les plus récentes à Toulouse, on peut citer les nouvelles résidences Alizées et Albizias, 87 logements dont 42 en accession sociale, l'aire de jeux des Iris, rue de l'Ukraine, la réfection totale du parvis de l'école rue Henri Desbals. Début 2015 seront livrés les 47 logements sociaux de la résidence Balcons de Vestrepain et un square dans le même îlot.

## ***Cible 6 : Préserver les ressources naturelles et agricoles et réduire l'impact des activités***

### ***Promouvoir et développer les jardins collectifs ; les jardins partagés de Toulouse***

A Toulouse, 7 jardins partagés sont ouverts : Sept-Deniers, Monlong, Les jardins de l'amitié du Tintoret, St Cyprien, Le p'tit paradis de Naudin, Le Verrier, Le jardin des 4 vents de Jolimont. 5 autres ont été créés ou en projet en 2014 : Arènes Romaines, Reynerie, Foyer des migrants, Jardin des Castors (Hers), Ginestous.

Tous s'appuient sur la charte municipale des jardins partagés votée en 2009. Ils sont créés et gérés de manière concertée, ouverts au public et selon des pratiques éco-responsables. Certains sont en secteur d'habitat social et sont accompagnés par le Centre Social, d'autres voient le jour dans le centre de la ville.



### ***Préserver et développer l'agriculture durable***

Préserver les terres agricoles est important au vu de leur vitesse d'artificialisation. Toulouse est concernée surtout en termes de reconquêtes de parcelles agricoles. L'outil « **charte pour une agriculture durable en territoires périurbains** » guide l'action dans ce domaine.

#### ***La cuisine centrale de Toulouse***

Elle utilise des produits locaux pratiquement tous les jours. Le bio a fait son entrée en 2008 dans les assiettes de 25 000 écoliers toulousains, à raison d'un repas par semaine. L'effort se porte vers une alimentation à base de produits frais, de terroir et de saison. Un petit toulousain sur deux mangeant à la cantine consomme ainsi l'équivalent d'un repas bio complet par semaine.

#### ***Agriculture et Régie municipale agricole à Toulouse***

La ville a opté pour la constitution d'une régie agricole qui a pour mission de **cultiver les terres** (blé, orge, sorgho, soja,...) pour les entretenir, tout en limitant les frais d'entretien au minimum. Aujourd'hui, les réserves foncières gérées par la régie représentent **300 ha**. Les grandes parcelles cultivées représentent 260 ha répartis en cinq grandes unités sur lesquelles il est d'ailleurs possible de se promener. Elles sont présentes en périphérie de la ville : Pech-David 42 ha ; Marcaissonne 37 ha ; Gabardie 33 ha ; Ginestous 87 ha ; Saint-Martin-du-Touch 24 ha. Les productions 2014 portent sur le blé tendre, sorgho, avoine, orge, lentilles, soja, féveroles.

Les conversions du domaine viticole de Candie, 25 ha, et des cultures et pratiques culturales en production biologique sont décrites dans le chapitre sur l'administration exemplaire. Sur 25 ha, la culture de la vigne permet de produire du jus de raisin (13 000 bouteilles par an) et de vin IGP Comté tolosan.

La Régie a signé deux partenariats avec la Chambre d'Agriculture et l'Interprofession des Vins du Sud-Ouest sur la promotion des productions locales. Elle a également signé avec l'EPFL une convention pour l'exploitation des réserves foncières communautaires, ce qui représente 60 ha en 2014 : 40 ha à Toulouse et le reste à Balma et Castelnau. Sur le thème « agriculture urbaine et biodiversité », la Ville de Toulouse a maintenu en 2014 son classement au concours « Capitale française de la biodiversité » en obtenant 3 libellules.



Dans l'objectif de création d'un réseau de fermes en ville, Toulouse peut mettre en relations le domaine de Candie en bio, l'exploitation de Borde Bio et le projet de ferme pédagogique de Bellerive. Ce réseau émergent est complété à l'échelle communautaire. L'événement festif communautaire **Plein Champs** a connu deux éditions en juin 2013 et 2014, destinées à être démonstratives d'une nouvelle agriculture métropolitaine.

### **Gérer les espaces verts de la ville de manière durable**

Les jardins et espaces verts de Toulouse s'inscrivent dans une double orientation :

-1- améliorer l'attractivité des espaces verts vis à vis du public dans tous les quartiers et plus largement à l'échelle de la ville.

Il s'agit de privilégier la qualité des espaces verts publics en termes de conception, de fonctionnalité et de modalités d'entretien. Des aménagements fonctionnels et esthétiques facilitent une large accessibilité du public aux bienfaits issus de la présence du végétal : amélioration de la santé physique et mentale des habitants, qualité du cadre de vie, bien être, lien social, valorisation du bâti et attractivité du territoire.

- 2- contribuer à la construction de Toulouse ville durable.

Les espaces verts participent dans tous les projets d'urbanisation, que se soit en création ou en rénovation, aux services de régulation : température, qualité de l'air et écoulement des eaux. Ce sont notamment les arbres qui sont privilégiés pour leur gabarit et leur longévité. Ils constituent également des éléments majeurs du paysage et contribuent à l'image de la nature en ville avec tout ce qu'elle suppose : attractivité et relation homme-nature.

En réponse à cette demande de ville durable, un **programme d'écogestion** a été élaboré. Cette gestion contribue au maintien d'espaces de nature fonctionnels, robustes, et par conséquent plus aptes à fournir les services éco-systémiques générateurs de bienfaits. Les qualités intrinsèques des aménagements végétaux sont pris en compte dans la mise en place des trames vertes des grands projets d'urbanisation du tissu urbain (Montaudran, Cartoucherie, Saint-Martin-du Touch /Ramassiers, Hers Paleficat,...). En novembre 2013, la Ville de Toulouse a été récompensée par l'agence Natureparif pour son engagement dans la biodiversité. Trois « libellules » (sur 5 sur l'échelle d'évaluation de Natureparif) récompensent ainsi la mise en œuvre d'une bonne gestion écologique des espaces verts et de nature. Cette démarche vise à réduire la consommation des ressources, à limiter les pollutions et à favoriser la biodiversité urbaine. Elle s'est traduite en 2014 par la plantation de boisements urbains sur différents secteurs de la ville : Ginestous, Argoulets, Marcaissonne et Gironis.

Les nouveaux espaces verts entrent dans cette orientation, tout en diversifiant le paysage jardiné. Ainsi le projet du secteur Montaudran va associer différentes typologies d'espaces verts (accompagnements d'habitations et de bâtiments publics, parcs et squares, sports, jardins familiaux et partagés, espaces naturels, accompagnements de voiries) afin de répondre aux usages attendus mais en préservant la dynamique écologique des sites à enjeux.

La politique de développement des jardins partagés, en relation avec l'Agence Nationale de la Recherche (programme JASSUR), corrobore cette double orientation car il s'agit bien là également d'une contribution à la ville durable, sous différents angles :

- l'angle social en mobilisant les acteurs (habitants, relais sociaux et structures associatives) pour construire une articulation entre la collectivité et les structures associatives tout en suscitant des rencontres autour du jardinage ;
- l'angle économique en développant des projets répondant à des objectifs vivriers ;
- l'angle aménagement du territoire et environnement par le développement d'une politique publique structurante en faveur d'initiatives de jardinage complémentaires, l'engagement dans une vision



métropolitaine, la prospection foncière pour l'accueil d'activités de jardinage en lien avec la politique agricole périurbaine.

Ainsi en est-il, par exemple, du nouveau jardin Niel. Imaginé par Michèle Orliac et Miquel Batlle, il est un trait d'union de verdure entre les quartiers Busca et Empalot. D'une superficie de 2 hectares, il alterne théâtre de plein air, collines boisées, jeux pour enfants, plan d'eau, à proximité de la Maison des Associations et de celle de la Citoyenneté. Au-delà de sa fonction d'agrément et de confort urbains, il est une illustration de la fonction de lien social rappelée ci-dessus.

### **Préserver la biodiversité à l'échelle communautaire**

La protection et la valorisation des espaces naturels jouent un rôle clé dans l'aménagement de l'espace et les projets urbains, l'urbanisme durable, la qualité de vie de la cité. La Ville de Toulouse, comme la Commune urbaine, fonde son intervention sur un outil d'alerte Faune-Flore qui répertorie les espèces à enjeux. Cet outil a été récompensé par le concours biodiversité Naturparif.

La biodiversité étant aussi celle que connaissent et préservent les habitants eux-mêmes, des actions dites de « sciences participatives » font appel à l'observation citoyenne.

Les abeilles faisant partie des marqueurs de la biodiversité en ville, à côté de la ruche pédagogique de la Maourine dans les jardins du Muséum de Toulouse, une dizaine de ruches sont installées en 2014 dans la ville.

Action phare du plan climat, un **document cadre** communautaire peut s'appliquer à Toulouse pour renforcer la protection de la biodiversité urbaine.

Après les travaux de nettoyage du canal du Midi, les bords de Garonne (Prairie des Filtres, Garonnette et écluse Saint-Michel) ont été désenvasés depuis septembre 2014 afin d'améliorer la navigation de plaisance mais aussi de préserver la faune et la flore. Ce « grand nettoyage » doit ainsi maintenir le tirant d'eau (rétablir l'écoulement hydraulique requis) et éviter l'accumulation de déchets d'origine humaine, visibles à l'œil nu comme les plastiques, le verre, les aérosols, etc.

### **Rationaliser et limiter la consommation d'eau**

Sous compétence communautaire, l'économie de la ressource en eau s'applique particulièrement Toulouse pour la **propreté** : utilisation modérée, matériel moins consommateur d'eau, condamnation de bouches de lavages, ... De plus, des actions de réhabilitation du réseau d'eau potable doivent être engagées pour éviter les **fuites d'eau**.

### **Élaborer et mettre en œuvre un Programme Local de Prévention des Déchets (PLPD)**

Chaque habitant de la CUTM produit 1 kg d'ordures ménagères par jour. L'objectif du PLPD, dont le diagnostic a été réalisé, est de réduire de 7 % ces ordures ménagères entre 2012 et 2016. **15 actions phares** ont été validées. Lui-même **action phare** du plan climat, il comporte de nombreuses actions déjà engagées : le fonctionnement d'une **ressourcerie**, le déploiement de **bornes textiles**, un plan d'action de réduction des **déchets dangereux**, de nombreuses actions de **sensibilisation**, la multiplication du nombre de **points d'apport volontaire** pour la collecte du **verre**, l'extension de la **collecte sélective** dans les zones non couvertes auparavant, la distribution de **composteurs domestiques**, ...

Toulouse s'est mobilisée pour améliorer les performances du tri sélectif par les habitants en recrutant des ambassadeurs du tri. Ces 15 employés municipaux se déplacent dans Toulouse à l'aide de cyclomoteurs entre 8h00 et 17h00. Ils sont chargés de tenir la population toulousaine informée des consignes de tri sélectif en les rencontrant à leur domicile. En cas d'absence, ils laissent dans les boîtes aux lettres divers documents sur toutes les consignes du tri sélectif.

Un centre de tri, équipement moderne, se trouve à Toulouse pour traiter les déchets collectés principalement sur la ville même et valorisés en 2005. Il occupe une cinquantaine d'emplois. Les opérations de tri sont séquencées en trois phases :

- premier tri manuel pour séparer les gros cartons et les erreurs de tri,
- tri mécanique pour séparer les emballages et les papiers cartons,
- tri manuel pour affiner la séparation des matériaux.

## ***Cible 7 : Impliquer tous les acteurs du territoire et mobiliser tous les moyens d'action nécessaires***

### ***Développer les partenariats économiques en faveur du climat***

Dans le cadre des **dynamiques de partenariat** engagées à travers le Communauté urbaine, la Ville de Toulouse est particulièrement concernée par les actions des partenaires économiques toulousains mobilisés dans le cadre des **remises de prix** pour les créations d'entreprises (Prix talent du Grand Toulouse, Prix économie numérique, Prix commerce ou artisanat, Prix du meilleur projet en Zone Franche Urbaine, Prix économie sociale et solidaire) ou des bonifications d'aides récompensant les lauréats **CRÉACTIV'** par des prix « encouragement » et « excellence » pour les entreprises engagées dans une dynamique de développement durable.



En 2014, une **bonification spéciale « carbone » de 5000 € répartis sur les 5 prix de Créactiv'** a été ajoutée, s'agissant ainsi d'une première concrétisation du fonds « innovations et solidarités climat » en voie de configuration dans le cadre du plan climat énergie territorial. Au total, dans le cadre du Salon, tenu en mai 2014, 4 entreprises toulousaines ont obtenu une récompense liée à la dimension développement durable de leur projet : Recyclobat (prix Talent), Glouton Frais, Occaz'boutique (prix du meilleur projet en ZFU), Roule Ma Frite.

D'autres relations partenariales dans le champ du développement durable sont tissées avec les commerçants de Toulouse. Ainsi, permettent-elles une bonne articulation entre la dynamique commerciale, notamment dans le centre-ville, l'écologie et la sobriété énergétique. Par exemple : comme la loi l'impose depuis juillet 2013, les commerçants toulousains éteignent leurs enseignes et vitrines à 1h du matin maximum. Certains éteignent déjà plus tôt (23h), mais cela ne dépend que de leur propre initiative. La ville de Toulouse a déjà lancé des actions "éco-commerce" et sensibilisé ainsi les commerçants à tous les gestes citoyens pour la gestion de leur boutique. La majorité a aujourd'hui un éclairage avec des techniques basses consommations et des minuteries. Certes, la sensibilisation est fondamentale, la sobriété énergétique un impératif de notre action municipale, mais si les commerçants achètent à prix élevés des emplacements fréquentés avec des vitrines c'est pour pouvoir être vus, de jour comme de nuit. En outre, l'éclairage des vitrines vient abonder opportunément l'éclairage public dans la ville, contribuant à rendre les rues plus vivantes la nuit, plus attractives et rassurantes.

La Ville de Toulouse combine donc des éléments de sobriété énergétique, responsabilité environnementale des entreprises et commerces, qualité de vie nocturne, en travaillant en étroite collaboration avec les commerçants.

## Organiser les actions de sensibilisation pour le grand public et consolider le programme d'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD)

### Les actions réalisées par les responsables d'équipements et services liés au développement durable

Les services de la collectivité développent des activités de sensibilisation, formation, communication auprès des Toulousains. Notamment dans le cadre de la gestion directe d'équipements.

Ainsi en est-il du centre de tri. Outre sa fonction première de tri des déchets, le centre est aussi un outil pédagogique qui sert à sensibiliser le grand public aux enjeux environnementaux liés à la collecte sélective et au recyclage des déchets ainsi qu'au développement durable. Une salle d'accueil vidéo-informatique de 40 places, ouverte au public, diffuse en boucle des images du fonctionnement de l'usine. Les visiteurs peuvent également emprunter la galerie de visite sécurisée créée dans le hall de tri pour visualiser directement la réception des produits, le fonctionnement du tri manuel et le fonctionnement du procédé automatique. Pour mieux comprendre le tri sélectif, des visites sont proposées aux écoles et s'adressent en particulier aux enfants du primaire. Depuis l'inauguration en août 2003, 8 000 enfants y ont déjà été accueillis. Des jeux et des activités sont organisés lors de la visite. Des intervenants peuvent également se déplacer dans les écoles avec de nombreux supports : mallettes pédagogiques, jeux, etc.

Les services de la Ville de Toulouse et de la Communauté urbaine sont également très souvent organisateurs de manifestations visant à sensibiliser le grand public ou certains publics cibles au développement durable. On peut ainsi citer 3 manifestations significatives, parmi bien d'autres :

- Organisée dans le cadre de la semaine européenne de la réduction des déchets, une **Disco Soupe** se déroule en novembre 2014. C'est un événement convivial et musical qui a pour mission de sensibiliser, sans moraliser, aux enjeux et aux moyens d'agir de façon simple et participative contre le gaspillage alimentaire. Elle comprend des sessions de cuisine collectives et ouvertes à tous, de légumes rebuts ou invendus dans une ambiance musicale et festive. Les soupes ainsi confectionnées collectivement sont ensuite redistribuées à tous gratuitement. A cette occasion, plusieurs stands d'information, expositions et animations autour de la lutte contre le gaspillage alimentaire et le « bien manger » se déroulent autour du kiosque du jardin du Grand Rond.

- 2014, année européenne de **lutte contre le gaspillage alimentaire**. Le gaspillage alimentaire est produit tout au long de la chaîne alimentaire mais malgré les idées reçues, c'est l'échelon de la consommation qui génère le plus de pertes. Que ce soit dans la restauration privée, collective ou à la maison. Inscrite au PLPD (cf. ci-dessus) de Toulouse Métropole, la lutte contre le gaspillage alimentaire est une action locale phare de l'année 2014. Chaque année, un habitant de Toulouse Métropole jette 65 kg par an de restes de repas, d'épluchures... et 7 kg de produits alimentaires encore emballés. Les causes sont multiples : modification de l'organisation familiale, rythme de vie, méconnaissance de la conservation des aliments, pratiques commerciales... Pourtant, on estime qu'un foyer pourrait économiser jusqu'à 400 euros par an. Plusieurs astuces simples peuvent nous permettre de limiter le gaspillage alimentaire : acheter des quantités adaptées, examiner les dates de péremption, cuisiner les restes...

- **Ramassage des déchets sur les berges** de la Garonne et des Canaux, opération de service civique menée par la ville de Toulouse et l'association « Unis Cité Midi-Pyrénées » : 8 volontaires du service civique, âgés de 16 à 25 ans, ont été mobilisés pour sensibiliser les volontaires sur la faune et la flore de la Garonne classée Natura 2000 et engager une réflexion autour de l'implication des usagers sur la propreté des berges. Ils ont également découvert les métiers et les missions liés à la filière propreté et à la gestion des voies d'eau. En clôture, le 24 octobre 2014 à la capitainerie du Port-

Saint-Sauveur, Marie-Hélène Mayeux-Bouchard, Adjointe au Maire en charge des fleuves et canaux, accompagnée des 8 jeunes volontaires et Mareva Bayon, Directrice Régionale d'Unis Cité Midi-Pyrénées, a présenté à la presse le bilan de cette opération.

### Les résidents et commissions de quartiers

Ils sont souvent moteurs d'action pour entraîner les autres habitants dans le développement de bonnes pratiques environnementales.



Ainsi en est-il de la Journée de l'Environnement d'Empalot organisée par la commission Environnement du comité de quartier. Ce mercredi 25 Juin 2014, les habitants du quartier d'Empalot, acteurs locaux et services de la municipalité ont mis au programme de la Journée des animations et temps forts autour du cadre de vie, de la propreté et du développement durable : économies d'énergies, tri des déchets ou recyclage, c'est autant de thématiques qui seront abordées au cours de la journée. Ce rendez-vous annuel est devenu habituel ; il est co-organisé par la mairie de Toulouse et l'association Hasure, avec le concours de plusieurs associations locales, institutions, entreprises.

### La mobilisation des élus en termes de développement durable

Elle se concrétise à travers les nombreuses occasions de rencontres, échanges et débats politiques. Une instance est particulièrement importante mais non décisionnaire sur le plan politique : le **Club 21**, qui regroupe les élus thématiques des communes membres ou leurs représentants. Il est un lieu d'échanges sur les questions de développement durable et les retours locaux d'expérience.

### L'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD)

#### **Les actions associatives**

La ville de Toulouse met en place un **programme d'éducation à l'environnement et au développement durable** dont les actions sont des moments de sensibilisation, au travers du subventionnement d'**associations d'EEDD locales**. Ce programme offre ainsi un panel très varié de projets réalisés. En effet, la réalisation des objectifs ambitieux du Plan Climat dans la lutte contre le changement climatique exige de mobiliser tous les acteurs et notamment tous les citoyens, de tous les âges. Ainsi, le programme d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD), action phare du Plan Climat, contribue-t-il fortement à faire de Toulouse une ville durable. Dans ce cadre, l'intervention de plus en plus professionnalisée des associations dans le champ de l'EEDD est décisive. Le programme d'EEDD de la Ville de Toulouse s'appuie ainsi résolument sur le mouvement associatif en cherchant tout particulièrement à favoriser la **diversification du public** cible et en soutenant des actions **grand public** en faveur de **milieux sociaux et générationnels variés**.

En 2014, les projets suivant ont été soutenus par des subventions accordées pour des actions spécifiques.

Nom de l'Association	Projet	Subvention attribuée
Uni-Cités	Projet Médiaterre. Accompagnement de familles modestes à l'acquisition d'éco gestes pour réduire leur précarité énergétique	11 000 €
Bleue Comme Une Orange	Education à l'Environnement et à la citoyenneté. Démarche d'éducation populaire. Ecologie pratique et animation scolaire et périscolaire	9 000 €

Elémen'Terre	Accompagnement global à l'éco responsabilité de 4 événements phares de la Ville. Travail sur l'évolution de la charte des événements responsables	8 200 €
Reflets	Reconduction de projet d'éducation à l'environnement. Thématiques ciblées : classes d'eau, biodiversité, déchets et cycles de la matière	8 700 €
GAÏA IEP Toulouse	Recyclage des déchets valorisables émis par l'IEP avec notamment l'achat d'un conteneur adapté.	1 400 €
Partageons les jardins !	Organisation de la Fête de la Courge 2014 dans le quartier Arnaud Bernard.	2 000 €
DIRE	Travail reconduit sur les friches urbaines et jardins à Bellefontaine auprès des habitants, écoles et centres de loisirs ; sur la biodiversité urbaine, le changement climatique et la pollution de l'air par une présence dans plusieurs événements.	3000 €
GADD	Consolidation de la démarche de développement durable au Burkina-Faso, province de la Gnagna, commune de Bogandé pour améliorer la satisfaction des besoins élémentaires et pérenniser les acquis par la formation, à partir de techniques adaptées : zaï, agroforesterie, production de légumes et céréales par irrigation par goutte à goutte basse pression.... La subvention de la Ville de Toulouse permet un nouveau financement de l'Agence de l'Eau : 40 000 euros. Capacités techniques et scientifiques sérieuses apportées tant par les Français que les Burkinabés.	5 000 €
MIGADO	Poissions migrateurs, biodiversité et eau : communication et contribution de l'association lors de différents événements et interventions en milieu scolaire toulousain (4 écoles et 1 collège)	1 000 €
Le Tambour en partenariat avec Trombone	Mener 4 « parcours-cheminements » à la prairie des Filtres pour des enfants de 8-11 ans, avec livret-guide comportant plusieurs entrées artistiques et des repères historiques et botaniques. Chaque parcours : une 15zme d'enfants provenant d'un centre de loisirs ; 2 intervenantes ; 3 heures.	3 500 €

Au total, la Ville a accordé un montant de 52 800 euros aux associations citées.

D'autres programmes permettent de financer des associations pour des projets spécifiques, liés assez fortement à l'EEDD. Ainsi en est-il de La Glanerie pour l'organisation de la neuvième édition de « Faïtes de la Récup' » en septembre 2014.



Il a eu lieu dans les locaux et l'espace de la Glanerie, dans le but de mettre en lumière les différentes possibilités de valorisation et de réduction des déchets. Événement associatif, la Faïtes de la récup' est une manifestation gratuite et ouverte à tous. Durant le week-end, artistes, performeurs et exposants se retrouvent sur un espace de 2500 m² pour transformer des déchets en objets insolites, uniques et colorés... Toute cette énergie créative est agrémentée par diverses animations en journée et apéros concerts à partir de 18 h. Un moment festif et peu ordinaire où les objets abandonnés reprennent vie

## La Semaine du développement durable

Toulouse constitue le pôle principal de la **Semaine** annuelle **du développement durable** (SDD) à l'échelle de l'agglomération. En 2013, le thème générateur a porté sur *l'air, l'énergie et la ville durable*. En 2014, la manifestation a porté sur la thématique « recycler, réutiliser, réinventer » avec une forte utilisation des formes artistiques pour sensibiliser les citoyens.



Pour cette édition, qui a bénéficié d'une météo particulièrement favorable, ce sont au total plus de 4000 participants, 50 événements, 10 quartiers impliqués, 20 services de la collectivité et 40 associations partenaires. Cinq animations ont particulièrement retenu l'attention des participants : le village du développement durable dans le quartier Arnaud Bernard ; le Muséum d'histoire naturelle de Toulouse (MHN) avec des conférences qui ont attiré grand public et scolaires, portes-ouvertes et animations aux jardins de la Maourine, soit presque 1000 personnes qui ont bénéficié de ces animations gratuites ; le festival du Film Recherche et Développement durable (FreDD), qui a réunit plus de 600 personnes dont 130 enfants dans ses différents lieux de projection et débat ; la Capitainerie du Port Saint-Sauveur, avec des ateliers pédagogiques,



séances d'observation, opérations de nettoyage des berges, qui ont attiré le grand public (170 personnes) et les scolaires (130 enfants, notamment le collège du Caousou) ; l'Espace des Diversités et de la Laïcité, qui a accueilli une exposition photo contemporaine, une pièce de théâtre thématisée, des projections du Festival du Film FreDD, la clôture de la Semaine, avec au total plus de 600 personnes participantes.

## Les événements écoresponsables

Toulouse a initié et renforce sur ses compétences la démarche d'**éco-responsabilité des événements majeurs**, à travers la diffusion de la charte des événements éco-responsables de la collectivité, en particulier sur Rio Loco, Toulouse Plage, Marché de Noël. Cette démarche est aujourd'hui élargie par Toulouse Métropole, en particulier au Marathon. C'est une action importante du programme spécifique « administration exemplaire » ; elle permet une mobilisation sur de bonnes pratiques de développement durable des participants aux événements ciblés.

## Sensibiliser les enfants

La poursuite du projet avec **les CLAE** a favorisé la réalisation d'actions écologiques par les Centres de Loisirs Associés à l'École. Cette dimension de l'éducation à l'éco-citoyenneté est intégrée dans la toute récente Charte des CLAE, qui vise notamment à favoriser les articulations avec le tissu associatif local, les infrastructures et équipements du territoire, tant pour faciliter l'accès aux pratiques, que pour penser et mettre en œuvre des projets partagés.

Depuis la rentrée 2014, le projet à destination des scolaires « **Parcours du Développement Durable** », intégré au Parcours Culturel gratuit, est renforcé pour permettre de proposer un parcours de sensibilisation aux enfants de la grande section de maternelle jusqu'au CM2, durant le temps scolaire.



## Le volet Adaptation du Plan Climat

Le 21<sup>ème</sup> siècle compte déjà 13 des 14 années les plus chaudes jamais enregistrées (Organisation mondiale météorologique - janvier 2014). **La hausse des températures globales** n'a que très peu de chance d'être limitée à 2°C, sauf si les mesures de réduction s'accroissent drastiquement. A cette hausse globale des températures s'ajoute la multiplication des **événements climatiques extrêmes**, qui oblige à renforcer la **prévention des risques et la résilience des territoires** (5<sup>ème</sup> rapport GIEC, 2013). Selon les modèles climatiques, le **sud-ouest serait la région qui connaîtrait le plus fort réchauffement en France : +3°C** en cas de réchauffement planétaire de 2°C en 2100. Le climat de Toulouse se rapprocherait de celui du sud de l'Espagne actuellement.

### Un Plan local d'adaptation en cours de finalisation

Le **Plan Local d'Adaptation** au changement climatique (PLA) est une action phare du PCET. Il vise à :

- Identifier précisément les impacts sur le territoire du changement climatique;
- Réduire les vulnérabilités des populations, des activités économiques et des ressources naturelles face à ces impacts;
- Favoriser la résilience du territoire.



Les impacts du changement climatique se traduisent pour le territoire à la fois en menaces (raréfaction des ressources, difficultés d'approvisionnement du territoire en énergie, conséquences sanitaires, etc.) mais aussi en opportunités : développement de nouvelles filières économiques, diversification du mix énergétique, etc.

Le PLA sera produit en **2015**. Sur la base du pré-diagnostic réalisé en 2011, un diagnostic complet sera réalisé en 2014-2015, structuré et illustré par des cartographies prospectives. Il identifiera les leviers pour l'action. Le **plan d'actions**



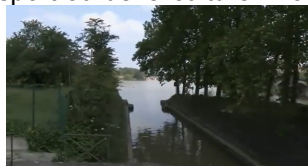
intégrant un système de suivi-évaluation devra être simple et réduit. Ce travail sera porté en ingénierie interne et associera les **partenaires**, à la fois sous forme d'entretiens individuels et par la création d'un **comité technique scientifique**.

La Ville de Toulouse et la Communauté urbaine ont déjà mené des actions qui relèvent de l'adaptation du territoire au changement climatique. Elles seront bien entendu reprises dans le PLA.

D'ores et déjà, les actions suivantes peuvent être signalées.

## **Le Grand Parc Garonne**

Le Grand Parc Garonne sera un véritable espace de respiration pour les amoureux de la nature, du sport ou de la culture. Il offrira de multiples usages : balades familiales ou sportives sur de nouveaux itinéraires "modes doux" accessibles à tous, observation de la nature en amont et en aval du fleuve, pratiques sportives et ludiques, découverte du patrimoine culturel et bâti ... Le parc contribuera à la dynamique artistique du territoire puisqu'il connectera les lieux de création et de diffusion (Théâtre de la Digue, Théâtre Garonne, Centre régional de danse...), les lieux de patrimoine, les lieux de visites et de sorties culturelles. Des interventions créatives, de l'art à l'architecture jusqu'à la culture scientifique et technique, jalonneront ce grand territoire. Mais surtout un tel espace est un support formidable pour développer et promouvoir une programmation événementielle digne d'une grande ville européenne. Il renforcera l'identité sportive de la communauté urbaine en proposant une offre consolidée en matière d'activités sportives et d'espaces de pratiques collectives comme individuelles et en reliant les grands équipements sportifs à la ville grâce à un réseau de cheminements cyclables. La vallée de la Garonne, en aval de Toulouse comprend également de nombreux espaces traditionnellement dédiés à l'agriculture. L'enjeu du Grand Parc Garonne sera de préserver une agriculture périurbaine, notamment maraîchère, et d'accompagner les initiatives économiques agricoles respectueuses de l'environnement, contribuant à la valorisation attractive du fleuve. C'est un Plan Guide pour une cohérence de long terme qui permet d'étalonner les interventions et travaux successifs nécessaires.



## **Les actions pour la réduction des nuisances et risques urbains et la santé-environnement**

### **La Commission communale de concertation sur les antennes de la téléphonie mobile**

Le progrès technique que constitue la téléphonie mobile engendre diverses craintes, réelles ou supposées. D'une part le nombre de demandes d'abonnements et appels téléphoniques via les opérateurs augmente du fait de l'expansion du nombre de téléphones portables en service, d'autre part la crainte des populations s'amplifie étant donné les études contradictoires publiées sur l'effet des ondes sur la santé.

La Ville de Toulouse est particulièrement sensible aux inquiétudes des populations situées dans le périmètre proche d'une antenne de téléphonie mobile. C'est pourquoi elle a d'abord souhaité que soit appliqué le guide national des relations entre opérateurs et communes, signé entre l'AFOM – Association Française des Opérateurs Mobiles et l'AFM – Association des Maires de France. Son objectif d'amélioration de la transparence de l'information en amont des projets a été confirmé par la délibération municipale de novembre 2004 décidant d'appliquer le guide national. Ensuite, la Ville a mis en place une Commission de concertation concernant la téléphonie mobile au mois de juillet 2012, démarche originale en France par laquelle les opérateurs s'engagent à présenter leurs nouveaux projets avant de les soumettre pour autorisation aux services de l'Urbanisme. L'installation de cette commission correspond à une forte demande des associations d'habitants qui sont attentives au développement et à la construction de nouvelles antennes. Son objectif principal est de répondre aux attentes des riverains, notamment à leur demande d'être consultés pour des projets d'antenne dans leur quartier. Dans ce cadre, des réunions tripartites (opérateurs, associations et services municipaux) sont organisées au rythme d'environ une par trimestre.

Un important travail inter-services et notamment de la Démocratie locale sont nécessaires pour animer et permettre un suivi optimal de cette commission et des projets qui y sont présentés.

Depuis juillet 2012, la commission s'est réunie 6 fois, a étudié 71 projets d'antennes concernant tous les quartiers de Toulouse et 25 associations de quartier ont été informées et invitées.



En outre, la Ville de Toulouse organise des mesures du niveau des champs électromagnétiques : toute personne peut faire réaliser une telle mesure à son domicile. Cette analyse est prise en charge par l'Agence Nationale des Fréquences (formulaire disponible sur le site Internet [servicepublic.fr](http://servicepublic.fr)).

### **Sols pollués**

Toulouse Métropole est une des premières agglomérations à réaliser un inventaire historique urbain, exhaustif sur l'ensemble de son territoire, confié à un bureau d'études privé, dans le cadre d'un investissement modeste. Il s'agit d'un système géographique qui répertorie, à l'échelle du cadastre, tout établissement actuel ou historique dont l'activité aurait pu avoir un impact sur les sols et/ou les eaux souterraines. Les grandes agglomérations telles que la CUTM ont besoin d'un outil pour connaître précisément, en amont des projets d'urbanisme, les différents usages industriels exercés sur son territoire. En effet, la pression foncière actuelle conduit à un recyclage des friches industrielles dont les vestiges peuvent représenter des risques sanitaires et donc financiers. Les outils disponibles à ce jour (BASIAS/BASOL) se révèlent imprécis et insuffisants pour des collectivités opérant à l'échelle d'un quartier ou d'une parcelle.

Le territoire étudié concerne l'ensemble des 37 communes de la CUTM. Le projet est découpé en 5 phases. Les trois premières phases actuellement finalisées concernent la ville de Toulouse (439 553 habitants) et les communes de Colomiers, Fenouillet, Pin-Balma, Villeneuve-Tolosane, Cugnaux, Blagnac, Aucamville et Mondouzil, Brax, Pibrac, Mondonville, Seilh, L'Union, Dremil Lafage, Aigrefeuille, Saint-Orens de Gameville représentant 60 % du territoire de Toulouse Métropole.

Pour chaque site sensible identifié, des informations sont collectées sur la localisation, l'historique, les activités exercées, l'état environnemental, réglementaire et juridique. Des documents historiques relatifs au site sont associés aux données. Différents organismes sont contactés : les Archives Départementales de la Haute-Garonne, les Archives Municipales, les Services Techniques, les Archives Militaires, la Préfecture de la Haute-Garonne.

Les données recueillies et les documents historiques sont intégrés dans un Système d'Information Géographique. Des informations complémentaires sont ensuite apportées pour chaque site: des polluants potentiels sont associés aux activités, les sites sont hiérarchisés en fonction du risque de pollution, les surfaces et les coordonnées des sites sont intégrées, les références cadastrales des sites sont extraites.

S'est tenue le 20 février 2014 dans les locaux de la Fabrique une demi-journée sur le thème des pratiques de dépollution. L'objectif étaient d'échanger avec un aménageur et un constructeur pratiquant en dehors du territoire de Toulouse Métropole des projets sur des terrains initialement pollués. Il s'agissait d'échanger entre professionnels afin d'inciter les différents acteurs à porter un autre regard sur la réhabilitation des sites et d'optimiser les pratiques. Cette rencontre était à l'attention des services de la Ville de Toulouse et de Toulouse Métropole et d'OPPIDEA, aménageur pour Toulouse Métropole.

### **Acoustique Stratégique**

La directive 2002/49/Ce sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement a instauré l'obligation d'élaborer pour les États membres, des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) pour les agglomérations de plus de 100 000 ha.

Pour l'agglomération toulousaine le périmètre sur lequel doivent être réalisés la cartographie et le PPBE est celui de l'aire urbaine au sens INSEE, soit sur 73 communes (CUTM 32 communes, CAM 8 communes, SICOVAL 16 communes, des communes faisant partie d'autres EPCI et des communes isolées).

### Cartographie du bruit stratégique

La première carte du bruit stratégique (CBS) avait été réalisée en 2011 sur les 25 communes qui composaient alors le Grand Toulouse. La nouvelle carte de bruit se réalise sur le périmètre total de la Communauté Urbaine soit sur les 37 communes. Fin 2014, a été engagé sous maîtrise d'œuvre extérieure, la mise à jour de la cartographie des 25 communes et l'ajout des 12 communes nouvellement entrées dans la CTM. Les objectifs de cette cartographie sont :

- l'évaluation de l'exposition au bruit des populations ;
- l'information sur les niveaux d'exposition auxquels sont soumis les populations ;
- la mise en œuvre de politiques visant à réduire le niveau d'exposition et à préserver les zones de calme.

La nouvelle cartographie du bruit sera arrêtée par Conseil Communautaire dans le premier semestre 2015.

### PPBE

La suite logique et réglementaire (directive européenne 2002/49/CE) de la cartographie du bruit est donc l'élaboration du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE). Ce plan reposant sur la cartographie combine à la fois :

- diagnostic,
- actions réalisées avec évaluation de leur impact,
- actions envisagées,
- stratégie à long terme,
- participation du public.

L'élaboration de ce PPBE avait été confiée, sur les 25 communes qui composaient alors le Grand Toulouse, à un bureau d'étude extérieur. L'approbation de la cartographie sonore des 37 communes de Toulouse Métropole permettra de relancer la démarche et le PPBE métropolitain peut être raisonnablement attendu avant fin 2015.

### La prévention des inondations

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la métropole sera compétente en matière de prévention des inondations. La Ville de Toulouse dispose d'un patrimoine important qui est directement concerné : les digues, les parties urbaines des cours d'eau tels que l'Hers. C'est l'ensemble des moyens permettant de limiter les risques inondation qui serviront à élaborer un plan d'actions prioritaires.

## **La qualité de l'air**

### **Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)**

A l'échelle nationale, ce sont 36 PPA qui sont en cours d'élaboration sous compétence Etat. Toulouse fait partie des zones visées par le contentieux européen pour les Nox (oxydes d'azote). La révision du Plan de Protection de l'Atmosphère pour l'agglomération toulousaine a été relancée activement dès le deuxième trimestre 2014. Trois axes d'ateliers portants sur les thèmes modélisation, déplacements et urbanisme ont été menés pour permettre à chaque acteur local d'apporter l'éclairage nécessaire dans ces différents domaines.

Les mesures de ce « PPA 2 » ont été regroupées en 4 grands chapitres :

- A- Sources fixes de pollution atmosphérique
- B- Sources mobiles de pollution atmosphérique
- C- Planification Urbaine
- D-Information/Sensibilisation

Selon les mesures concernées, différents services de Toulouse Métropole sont sollicités et contribuent en mettant à disposition des données chiffrées, en apportant analyse et réflexion, en assurant le portage de la mesure considérée.

Le PPA 2 devrait être approuvé dans le premier semestre 2015.

### **La convention ORAMIP**

L'ORAMIP (Observatoire régional de la qualité de l'air en Midi-Pyrénées) est une association agréée par le ministère du développement durable pour la surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble de la région Midi-Pyrénées. Il est composé de 4 collèges : Etat, Industries, Collectivités et Associations.

Les missions de l'ORAMIP sont :

- La surveillance en continu
- L'information au quotidien et en cas d'alerte
- L'analyse en vue d'anticipation

Le contenu de la convention en cours porte sur :

- le développement d'un outil de modélisation à l'échelle urbaine qui permettra la réalisation de cartes de la qualité de l'air permettant des diagnostics et états initiaux dans les réflexions sur les projets urbains ;
- les données territoriales en GES et autres polluants ;
- la mise à disposition par la Ville de Toulouse de locaux abritant les stations fixes de mesures de la qualité de l'air.

La CUTM est adhérente à l'ORAMIP dans le collège des Collectivités. Elle cotise et subventionne l'ORAMIP à hauteur de 170 000 euros/an. La convention triennale (2012-2014) qui lie l'ORAMIP à la Ville de Toulouse et à la CUTM sera reconduite par un simple avenant pour 2015.

Une nouvelle convention triennale 2016-2018 sera élaborée en 2015 pour confier à l'ORAMIP des missions d'accompagnement et d'aide à la décision lors de la conception des projets urbains.

### **Le projet PUMIQAT**

Lauréate d'un appel à projet lancé par l'ADEME en 2013, la CUTM a engagé un projet, sous le nom de PUMIQAT<sup>3</sup>, qui vise à faciliter les actions locales afin d'améliorer la qualité de l'air. L'étude porte sur la construction d'un dispositif public local de lutte contre la pollution atmosphérique fondé sur l'harmonisation des méthodes pratiquées par les différents acteurs locaux concernés par le triptyque aménagement urbain / mobilité-transports / qualité de l'air, à l'échelle d'un quartier ou d'une zone d'urbanisation.

Toulouse Métropole pilote ce projet qui regroupe différents partenaires : ORAMIP, l'Autorité organisatrice des transports urbains de l'agglomération -Tisséo-SMTC- et le Laboratoire des Sciences Sociales et Politiques de l'Institut des Études Politiques.

L'objectif de cette étude est double :

- Optimiser et harmoniser les méthodes et pratiques des acteurs locaux impliqués dans les thématiques d'aménagement urbain, de transports durables et de qualité de l'air.
- Poser les bases d'un outil d'analyse de critères et de maîtrise de la pollution atmosphérique lors des études d'aménagement urbain.

Cette étude devrait rendre ses conclusions à la fin du premier semestre 2015. Un premier rapport intermédiaire doit être livré à l'automne 2014.

---

<sup>3</sup>Projets urbains et mobilités intégrant les exigences locales d'aménagement et transport durables pour la qualité de l'air dans Toulouse métropole

## **L'Enquête Ménage Déplacements**

Les Enquêtes Ménage Déplacements pilotées par Tisséo SMTC sont menées tous les 10 ans. La précédente édition datait de 2004. Tisséo est sur le point de diffuser les résultats de la dernière enquête réalisée sur 2012/2013.

Cette enquête a été menée sur une zone couvrant 178 communes autour de Toulouse et porte sur les déplacements de 6 666 ménages, soit environ 13 000 personnes (les enfants de moins de 5 ans n'étant pas comptabilisés). Les résultats obtenus constituent une mine de renseignements qui vont permettre d'appréhender et d'orienter au mieux les réflexions à la fois sur la thématique "Déplacements" mais aussi sur celle de la "Qualité de l'Air".

D'ores et déjà, elle apprend, par exemple, que 50% des déplacements font moins de 3km, ou que sur l'ensemble du territoire étudié on compte en moyenne 1,26 véhicule par ménage, ce chiffre tombant à 0.89 pour les Toulousains.

## **Le Programme Administration exemplaire**

Un programme de **44 actions « Administration Exemplaire »** est inclus dans le Plan Climat Énergie Territorial voté en 2012. Il porte sur le fonctionnement interne des deux collectivités et a 3 grands objectifs :

- Réduire l'impact des activités (exemple : Programme Local de Prévention des Déchets interne, Plan de mobilité, ...),
- Acheter mieux,
- Faire évoluer les pratiques de travail.

Il convient de noter que ce programme est entièrement inclus dans la cible 7 des politiques territoriales mais a sa logique propre, avec 5 cibles d'objectifs et 10 actions phares.

## **Réduire les consommations d'énergie**

Les consommations d'énergie sont d'autant plus urgentes à réaliser que les hausses tarifaires, malgré les fortes incertitudes existantes, seront probablement importantes. Ainsi, sur la période 2008-2012, les tarifs d'électricité ont augmenté de 19 % et ceux du gaz de 30 %. En 2016 est prévue la suppression des tarifs verts et jaunes. Le coût de l'électricité pourrait s'accroître de 15 à 18 % entre 2013 et 2017 (*Commission de Régulation de l'énergie*)

La facture énergétique de la Ville de Toulouse s'élevait à 10 millions € TTC en 2009 et à 14,5 millions en 2013, et 2 millions pour la CUTM. En août 2014, 2 402 bâtiments étaient recensés pour les deux collectivités, totalisant 1,9 million m<sup>2</sup> SHOB.

Faits marquants
Des audits énergétiques ont été réalisés, finalisés fin 2014, et de gros travaux de rénovation sont à engager.
Une mission Énergie a été créée et 5 ambassadeurs énergie ont été recrutés via le dispositif emploi d'avenir. Toutefois, il semble plus pertinent d'ouvrir ce type de poste à d'autres dispositifs, par exemple le contrat d'apprentissage.
Pour les achats d'énergie, depuis 2013, la Collectivité, via l'AOEn, travaille sur l'ouverture du marché de l'énergie. Ainsi, pour le gaz la CUTM et plusieurs communes ont intégré l'UGAP et pour

l'électricité un groupement de commandes est en voie de constitution.

## Consolider la réhabilitation énergétique du patrimoine

Une stratégie de réhabilitation du patrimoine des collectivités Toulouse et Toulouse Métropole est mise en œuvre, avec comme actions prioritaires :

- l'optimisation des équipements et le suivi des consommations au plus près et en « temps réel » ;
- la sensibilisation des usagers via le challenge énergie, objectif moins 5%, avec un suivi hebdo des consommations sur un mois accompagné par l'optimisation des équipements ;
- la rénovation d'équipements techniques :  
rénovation des chaufferies, malgré un temps de retour supérieur à 20 ans, inéluctable. Un programme de 11.8 M€ sur 10 ans a été proposé. L'économie attendue est de 20 % sur les consommations de gaz.
- la rénovation des luminaires : ces travaux, comparables aux précédents, peuvent nécessiter plus de travaux connexes (réfection faux plafonds).
- la rénovation du bâti : Ces travaux peuvent s'avérer pertinents dans le cas de réhabilitation ou d'une mise en conformité (accessibilité, sécurité) de bâtiment (en relation avec le schéma directeur patrimonial).

Ainsi, au total, 9 bâtiments ont connu une rénovation lourde et 3 opération pilotes ont été menées, dont un bâtiment à énergie positive.

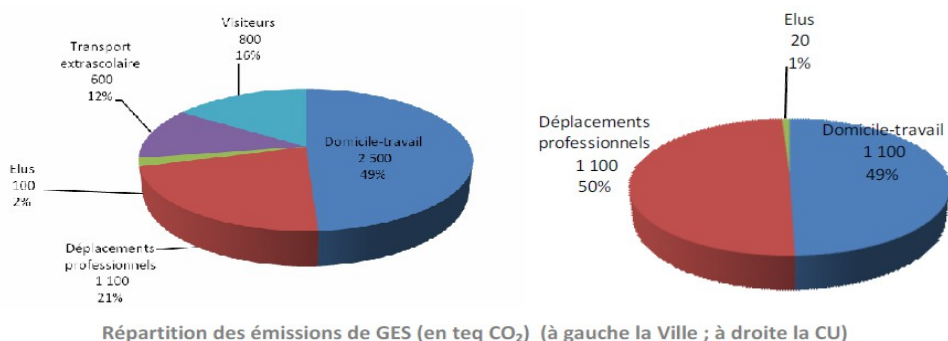
Pour le challenge énergie, en mars 2014, une quinzaine de sites (6 écoles, 3 gymnases, 2 bureaux, 2 bibliothèques et 1ccas) ont participé et quinze nouveaux sites vont rentrer dans le challenge en automne : sensibilisation aux éco-gestes et recalage technique des bâtiments.

Un guide "Repères" et une campagne de communication ont été mis en place. Les résultats serviront à ajuster les objectifs.

## Promouvoir les déplacements alternatifs à la voiture

Les deux collectivités regroupaient 11900 agents en 2009, au moment du bilan carbone, et utilisaient 3 070 véhicules. Les déplacements représentaient 11 à 13 % des émissions de GES de l'administration.

On note que la Ville se caractérise par des déplacements en train et en avion non négligeables.



### Enjeux

- modérer l'usage de la voiture particulière et de service
- promouvoir les modes de déplacement alternatifs (collectifs et doux) plus respectueux de l'environnement, notamment en créant 1000 places de stationnement vélos
- sensibiliser le personnel à la sécurité routière

## Faits marquants

Le plan de mobilité des employés (PME) a été élaboré en 2010. Dans ce cadre, plusieurs actions ont été mises en place. La participation financière de la collectivité pour les transports collectifs (remboursement de 50 % de l'abonnement annuel ou mensuel) a contribué à accroître le nombre de bénéficiaires (+ 30 % en 2013 par rapport à 2010). En fin d'année 2013, une enquête a été réalisée auprès de l'ensemble des agents de Toulouse Métropole pour actualiser le PME. 38 % d'entre eux ont répondu. Il ressort de l'enquête les points suivants :

des gains de 11 % en termes d'éco-mobilité par rapport à la situation initiale pour les déplacements domicile-travail avec un report modal essentiellement de la voiture vers les transports en commun  
un manque d'information vis à vis des mesures concrètes actuellement en vigueur et une satisfaction limitée des enquêtés sur leurs conditions de déplacements

Toulouse Métropole est le seul site où les transports collectifs ont été adoptés en mode principal à la place de la voiture individuelle (déplacements domicile-travail)

des pratiques de déplacement hétérogènes d'un site d'emploi à l'autre, ce qui relève d'atouts et contraintes particulier à chaque site

des marges de progrès intéressantes pour adopter des modes de déplacement plus respectueux de l'environnement avec une perspective de réduction des gaz à effet de serre significative de l'ordre de 32 % par rapport à la situation actuelle (déplacements domicile-travail)

Il semble qu'une révision du plan de mobilité des agents serait utile, notamment pour le mettre en adéquation avec le plan climat, le Plan de Protection de l'Atmosphère, le plan municipal de santé et la prévention des risques routiers.

Pour engager de nouvelles cibles d'action, quatre axes de travail seraient possibles :

- Favoriser le choix de modes de déplacement moins émissifs et agir sur la conduite pour sécuriser les déplacements. A cette fin, la qualité des alternatives à la voiture en « solo » devra être améliorée (covoiturage, transports en commun et modes doux)
- Faciliter le changement des habitudes de déplacement en renforçant la communication et la formation du personnel
- Dématérialiser les échanges et les procédures pour éviter les déplacements non indispensables et expérimenter le télétravail
- Rationaliser les déplacements professionnels

#### *Zoom sur le plan de mobilité des employés (PME).*

*La loi du 1er juillet 2010 dispose que les entreprises et administrations, quelle que soit leur taille, ont l'obligation de mettre en place un plan de mobilité valorisant les modes de transports alternatifs à la voiture. Le PME des deux collectivités CUTM et Ville de Toulouse a été présenté en détail aux agents à l'occasion de la Semaine européenne de la mobilité, fruit d'un travail collectif.*

*Des conseillers en mobilité ont informé leurs collègues sur les réseaux de transports en commun, le service de covoiturage de Tisséo, l'autopartage, VéloToulouse et les itinéraires cyclables. Ils ont pu également essayer des véhicules électriques (Twizy et Zoé), tester un simulateur d'éco-conduite, un simulateur moto axé sur la sécurité et participer à un atelier pour apprendre à bien entretenir leur vélo. La Mairie et la Communauté urbaine participent financièrement aux diverses formules d'abonnements souscrites pour les trajets domicile-travail. En adoptant une ou plusieurs de ces formules, les agents s'y retrouvent financièrement. La collectivité rembourse 50% des abonnements annuels ou mensuels souscrits auprès de Tisséo, du réseau Arc en ciel et de la SNCF. La prise en charge est effective sur la totalité du déplacement, tous modes confondus, dans la limite de 77,96 euros par mois. La prise en charge de VélÔToulouse atteint même 100 % sur engagement formel à ne pas utiliser son véhicule pour les trajets domicile-travail. Pour le covoiturage, la collectivité a pris en charge l'abonnement au service pour l'ensemble de son personnel. Il en est de même pour les frais d'adhésion (50€) et*



*l'abonnement mensuel (10€) au service d'autopartage. Il ne reste donc à la charge de l'abonné que le coût généré par l'utilisation de la voiture.*

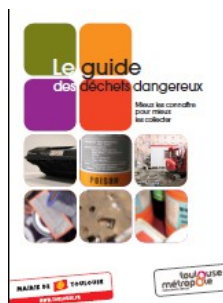
## Prévenir et valoriser nos déchets d'activité

L'objectif est triple :

- Réduire la production de déchets à la source
- Réduire la production de déchets dangereux
- Économiser les ressources via le réemploi

Cette action correspond au **volet écoexemplarité du Programme Local de Prévention des Déchets (PLPD)**. Des actions de tri et de collecte sélective ont été mises en place en interne ainsi qu'un plan d'action de réduction des déchets dangereux. Afin de réduire l'utilisation de papier, des procédures de dématérialisation des actes administratifs et des procédures d'impressions recto//verso sont en place. La prévention de déchets de restauration, par la mise en place de consignes, est testée dans le cadre de la charte événement responsable et les déchets collectés sont orientés vers des filières de valorisation. Pour amplifier l'action d'économie de matières premières, une plate-forme de traitement et de réutilisation des déchets de voiries a été ouverte.

L'ensemble de ces actions est accompagné par des actions de sensibilisations : article intramag, guide de prévention des déchets, activités pendant la semaine du développement durable interne.



En 2013 est paru, pour les deux collectivités Ville de Toulouse et CUTM, le « **Guide des déchets dangereux, Mieux les connaître pour mieux les collecter** ».

En effet, les services municipaux et communautaires produisent plus de 100 tonnes de déchets dangereux chaque année. Le guide souligne que même produits en petites quantités, ces déchets sont dangereux et entraînent des risques pour les agents et pour l'environnement.

Une action de formation et sensibilisation des agents en interne vient en appui des opérations de collecte, transport, tri, valorisation ou élimination des déchets dangereux, réalisées par un prestataire qui intervient directement auprès des installations productrices de ces déchets dans les services de nos deux collectivités -le marché public est reconduit fin 2014.

## Consolider une politique d'achats responsables

Les achats Ville et CU représentent 18 % des émissions du territoire.

Des marchés responsables correspondent à des achats à forte valeur ajoutée sociale et à faible impact environnemental.

Enjeux
<p>Mobiliser, fédérer autour de la démarche, montrer l'engagement de la collectivité</p> <p>Sensibiliser et accompagner les changements de pratiques</p> <p>Valoriser et rendre lisible l'action des services</p> <p>Utiliser la commande publique comme levier pour l'adaptation du territoire et opérer la transition écologique et énergétique, en créant des emplois.</p>
Faits marquants
- La politique d'achat durable a été validée en Conseil Communautaire du 19 décembre 2013

- « Affirmation d'une politique des achats responsable permettant l'insertion des personnes éloignées de l'emploi et la mobilisation des acteurs économiques au service de l'efficacité de la commande publique »

- Un guide à destination des PME a été édité

- Une plate-forme dédiée à l'achat durable est accessible sur l'intranet avec des outils tels que 23 fiches thématiques par typologie de produits ainsi qu'une méthodologie pour prendre en compte la protection de l'environnement

Cette démarche s'accompagne d'actions d'expérimentation, de benchmark et de sourcing, par exemple : expérimentation captage de COV sur la crèche de Woolf, mise en place de véhicules électriques

A ce titre, afin d'échanger avec d'autres acheteurs du territoire, la CU a adhéré au Groupement d'achat responsable de Midi Pyrénées (GAREM).

## ***Faire évoluer nos pratiques de travail***

Il s'agit principalement de conduire le changement dans quatre directions :

- Accompagner les changement de pratiques
- Sensibiliser les agents aux enjeux du développement durable
- Favoriser l'initiative
- Accompagner la mise en œuvre du programme administration exemplaire

Enjeux
Mobiliser et fédérer en interne autour de la démarche de lutte contre le changement climatique. Rendre lisible l'engagement des 2 collectivités auprès des citoyens
Faits marquants
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des actions de sensibilisation et de formation à destination des agents ont été réalisées et sont mobilisatrices</li> <li>- L'application de la charte événement responsable sur nos événements a un impact très positif sur les services organisateurs mais également sur la visibilité de l'engagement de la collectivité auprès des citoyens : 11 événements accompagnés. Un événement responsable est un événement à faible impact environnemental et à forte valeur ajoutée sociale et sociétale. La charte événement responsable adaptée en conseil municipal et communautaire de 2010 présente les engagements et les exemples d'actions à mettre en place pour organiser un événement responsable. Les événements sont l'occasion pour la collectivité de rendre visible et lisible son engagement.</li> <li>Un partenariat a été monté en 2012 et renouvelé chaque année avec l'association Élémen'Terre pour sensibiliser les organisateurs d'événements sur le territoire, diffuser la charte et réaliser l'accompagnement terrain des événements interne ville de Toulouse. Un partenariat est amorcé depuis 2013 avec Toulouse Business School pour la communication et la valorisation des événements.</li> <li>- Montée en puissance de la participation et de la mobilisation des agents à la semaine DD avec un accompagnement important de la communication interne</li> </ul>

### ***Zoom sur la semaine du Développement Durable interne***

Organisées chaque année pendant la semaine du développement durable, 5 à 6 activités ludiques, touchant environ 200 agents, sont proposées et organisées sur le temps de pause méridienne. Ces activités ont pour objectif de favoriser les rencontres inter-services et de sensibiliser les agents sur le potentiel cyclable et préservation



des ressources en eau, la réduction des déchets, les circuits courts et la consommation responsable et la production d'énergie.

En 2014, un groupe d'agents volontaires est ainsi parti pour explorer la nature en ville.

### **La migration vers les logiciels libres**

Parallèlement au dispositif Open data, qui ouvre les données de la Ville et de la Communauté urbaine aux entreprises et aux citoyens, recyclant l'information de manière gratuite, les outils informatiques de la collectivité intègrent le développement durable à travers les logiciels libres : depuis mars 2014, une mutation importante est ainsi engagée. Parmi les logiciels libres, la suite bureautique LibreOffice est déployée sur les postes informatiques pour remplacer progressivement, Microsoft Office.

### **La conversion en agriculture biologique de la régie**

La municipalité a opté pour une conversion de la régie agricole en «Agriculture Biologique». Cela signifie que l'exploitation doit s'adapter pour produire sans engrais chimiques, donc alimenter les plants sans herbicides, sans fongicides pour lutter contre les maladies et sans insecticides pour combattre les insectes qui se nourrissent des plantes cultivées et des récoltes. Il faut se soumettre à un contrôle très strict à chaque étape de la production pour être en droit d'être homologué en «Agriculture Biologique». Les principales modifications sont :

- le retour aux «rotations culturales» traditionnelles qui conduisent à éviter de cultiver trop souvent une plante sur la même parcelle ;
- le binage régulier des parcelles avec du matériel adapté pour limiter la présence de plantes concurrentes. C'est l'opération la plus délicate pour maintenir une parcelle de grandes cultures dans une démarche d'agriculture biologique.

Exploitation agréée «Agriculture Biologique» pour la première fois en 2012, la Régie enregistre des résultats très encourageants : les rendements obtenus sont légèrement supérieurs à la moyenne des exploitations régionales.

Les résultats environnementaux sont très positifs. Il n'y a plus aucune pollution liée aux engrais et aux pesticides chimiques dans les sols et les eaux. L'abandon des désherbants chimiques a eu pour effet la prolifération des fleurs des champs, qui favorisent la biodiversité. La régie utilise des fongicides et des insecticides homologués en AB. Ce sont des substances chimiques simples (soufre, cuivre,...). Paradoxalement, le nombre de traitement à même augmenté (environ 15 par an pour la vigne) car les produits ne sont pas rémanents. Il faut traiter à chaque pluie.

La conversion de la vigne se poursuit pour produire du vin «Bio» dès 2014. Le raisin et le jus seront donc aussitôt homologués AB. La cuvée 2014 sera aussi homologuée AB mais les mises en bouteilles se feront seulement en 2015 et 2016 pour les vendanges 2014. En 2013, afin de diversifier les productions et s'inscrire dans une démarche de circuits courts, 8.000 litres de jus de raisin ont été mis en bouteille. Elles seront utilisées dans les cantines.

Dès aujourd'hui, sur l'ensemble des 300 ha gérés, plus aucun engrais chimique, ni aucun produit phytosanitaire n'est utilisé. La régie n'utilise que de l'engrais organique.

## **Les modalités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de l'ensemble des actions, politiques publiques et programmes**

Démarche transversale, reprenant et mettant en cohérence de nombreux autres programmes d'actions, le Plan Climat se caractérise par un dispositif de suivi collaboratif en interne et d'évaluation partenariale qui reprend les grands principes de la co-construction de l'élaboration du plan d'action approuvé en 2012. Dans ce cadre, on retiendra les éléments importants qui suivent.

D'une manière générale, la communication, la valorisation et l'évaluation ainsi que la concertation sur les politiques liées au climat-énergie et au développement durable ont connu une pause sur la période décembre 2013-mai 2014 en raison des élections municipales de mars 2014 et de l'installation des nouvelles gouvernances dans les communes membres et dans la Communauté urbaine.

### ***La communication énergie-climat-environnement***

Elle se caractérise par l'appréhension et la présentation au public des éléments forts climat-énergie comme constitutifs de l'identité métropolitaine.

Ainsi l'exposition Plan Climat, qui après avoir été installée dans le bâtiment Marengo et dans des lieux publics comme la Fabrique, les Maisons de la Citoyenneté, tourne-t-elle dans plusieurs communes de la communauté urbaine ; l'accompagnement d'actions telles que le « défi famille à énergie positive » ou le dispositif précarité énergétique mettent en avant leur portage par une collectivité qui agit en faveur du territoire.

Le quartier Empalot à Toulouse s'est mobilisé autour de sa commission Environnement pour porter une animation composée de plusieurs stands et une restauration, en juin 2014.

La Communauté urbaine a porté une contribution forte aux journées européennes de l'énergie, en juin 2014, en organisant sur une journée une visite de la centrale de production photovoltaïque de Pech David (cf. ci-dessus) et une animation, avec l'EIE et l'association Petits Débrouillards au Jardin des Plantes. Elle a également organisé avec l'ADEME et l'EIE une journée lors de la Fête de l'Energie nationale, en octobre 2014, en installant un stand place du Capitole et une association animant la « course des kWh ». Près de 80 personnes sont passées dans ce stand et ont participé aux animations.

#### ***Zoom sur les événements "développement durable" à la Fabrique en 2014***

- > Du 18 février au 7 mars 2014, exposition "Et si on jardinait" prêtée par l'ARPE (279 personnes)
- > Du 4 au 9 avril 2014, exposition sur la "Semaine du Développement Durable" : "10 actions pour réduire les déchets" (54 personnes)
- > Du 22 mai au 31 août 2014, exposition "Vélicités" en partenariat avec les CAUE 31 et la Maison du Vélo (709 personnes)

Certains services organisent des actions de communication, soit pour une seule opération, soit pour la durée d'un programme. Ainsi, l'équipe chargée de projets en éducation pour la santé au sein du service communal d'hygiène et de santé (SCHS) a-t-elle conçue et organisé à l'automne 2014 l'exposition « De l'assiette à tes baskets ». Son objet résulte du constat suivant : la mairie et la Communauté urbaine ne disposent pas d'un outil propre et approprié pour animer des ateliers sur l'alimentation et l'activité physique. Aussi, les différentes directions qui communiquaient sur ces thématiques ne le faisaient pas de façon cohérente. Raison pour laquelle le réseau des agents formés à l'éducation pour la santé, qui comprend 12 collègues issus des directions des sports, enfance et

loisirs, éducation, petite enfance et service communal d'hygiène et de santé, a décidé de créer cette exposition. La direction de la communication y a contribué à travers la création des supports. L'exposition a reçu le soutien financier de l'Agence régionale de santé (ARS). L'exposition montre 5 panneaux ; chacun d'entre eux interroge les visiteurs sur une thématique : manger équilibré, manger 4 fois par jour, bouger chaque jour, se préparer à l'effort physique et se reposer. Les messages relayés sur chaque panneau sont conformes au programme national nutrition santé (PNNS). Le projet est conçu pour amener le public à s'interroger sur ses pratiques quotidiennes par rapport à chacune de ces thématiques. Elle se tient du 17 au 30 novembre 2014 à la Maison de la citoyenneté nord.

La communication « développement durable » utilise tous les outils technologiques pertinents de la Ville et de la Communauté urbaine. Pour mémoire, début 2014, le compte Twitter de la Communauté urbaine a dépassé les 20 000 abonnés et ce média numérique, comme d'autres, permet de diffuser les événements et résultats liés au plan climat.

Au total, la communication sur le plan climat et le développement durable en général comporte des points forts : elle peut s'appuyer sur des solutions ou engagements citoyens individuels : tri, modes doux, achats de proximité ... mais aussi collectifs : covoiturage, voitures et vélos partagés, jardins collectifs, actions communautaires .... Elle est également bien présente sur les réseaux sociaux et sur Google. Cependant, elle comporte aussi jusqu'à présent des points faibles : le plan climat et la politique énergétique sont insuffisamment montrés comme étant au service du territoire ; les relations positives réciproques entre l'action de la collectivité et le quotidien du citoyen ne sont pas assez exposées ; la communication reste incertaine pour illustrer la volonté de sensibiliser les citoyens pour les faire passer à l'action.

## ***La participation aux réseaux de villes et associations professionnelles***

La collectivité est membre de plusieurs réseaux et associations qui mettent au sein de leurs projets les questions de développement durable. Cette participation permet d'enrichir les connaissances et bonnes pratiques et de mettre en valeur les réalisations de la collectivité dans ce domaine.

Ainsi en est-il, par exemple, de l'association Amorce, qui est un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics. A ce titre, elle participe à tous les grands débats et négociations au niveau national pour être force de proposition dans l'élaboration des lois et règlements des domaines des déchets, de l'énergie et de l'environnement. De plus, elle représente ses adhérents auprès des institutions françaises et européennes, afin de défendre leurs intérêts et leurs propositions.

La Ville de Toulouse a accueilli le 28e congrès national de l'association Amorce les 22, 23 et 24 octobre, au centre de congrès Pierre Baudis. Cette association réunit sur le plan national des collectivités, des associations et des entreprises, actives dans la gestion des déchets, des politiques énergétiques et des réseaux de chaleur. Depuis plus de 25 ans, elle contribue à l'amélioration des services publics locaux et des politiques écologiques territoriales en accompagnant ses adhérents dans l'exercice de leurs missions. Ayant accueilli cette année 650 personnes, un record, le congrès a mis en avant la thématique « *Déchets, énergie, environnement : quels enjeux, quels objectifs, quelles gouvernances pour 2025 ?* ». *Au sein des services, la direction déchets et moyens techniques et l'autorité organisatrice de l'énergie ont été la cheville ouvrière locale de l'organisation de ce congrès. Les participants ont ainsi pu visiter le centre de tri de Toulouse et la déchetterie professionnelle de Daturas, l'usine d'incinération et de valorisation énergétique Setmi, le réseau de chaleur de l'écoquartier de Vidailhan et le supercalculateur de Météo France de l'Espace Clément Ader.*

## Le dispositif de suivi évaluation du plan climat

Le principe : chaque action du plan climat est pilotée par le service qui en assume directement la responsabilité.



L'équipe dédiée au pilotage du Grand Projet Plan Climat travaille en étroite collaboration avec tous les services et fait « remonter » à elle les éléments majeurs survenus pour chaque action, et tout particulièrement pour les actions phares, prédéfinies en 2012. L'avancement quantitatif et qualitatif de l'action est complété par des indicateurs pertinents. Ces indicateurs sont repris à partir de 2015 au niveau de chacune des sept cibles afin d'être en mesure d'analyser leur avancement et le chemin de progrès suivi pour atteindre les objectifs stratégiques du plan climat, les « 3 fois 20 ».

L'année 2013 a consisté à définir ces indicateurs. Le premier trimestre 2014 a permis de faire une évaluation précise de l'avancement du plan climat après la première année complète d'existence, 2013. Elle a été présentée à la nouvelle gouvernance politique de la Communauté urbaine. Il faut encore l'articuler à un outil informatique adapté et performant.

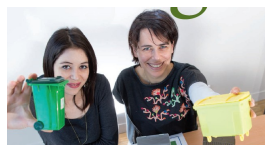
Il en ressort ainsi que, sans pouvoir encore en mesurer précisément tous les impacts, le plan climat énergie de la CUTM positionne la collectivité et le territoire sur un chemin de progrès très favorable à une transition énergétique et écologique réussie.

Plus particulièrement, le programme administration exemplaire est réellement dans une bonne dynamique et a bénéficié d'une forte volonté des services d'agir pour réduire l'impact environnemental de leurs actions.

La loi Grenelle oblige la révision des plans climat tous les 5 ans et rend obligatoire les bilans carbone patrimoines et services.

Les pistes d'évolution pour 2015 et 2016 seraient les suivantes :

- engager la révision du bilan carbone Patrimoine et Services et recentrer le programme administration exemplaire autour d'objectifs stratégiques et opérationnels clairement identifiés réalistes et faciles à évaluer.



- travailler le programme administration exemplaire pour le simplifier autour de stratégie de sobriété face aux ressources, d'adaptation au changement climatique et de l'attractivité du territoire. Constant que l'implication de l'administration dans le développement durable est fortement mobilisatrice de tous les agents, la transversalité de la démarche permet des engagements forts et pérennes, individuels et collectifs, dans ce type d'action publique.



## Annexe : Chiffres clés cités et complémentaires

Climat	Émissions GES	3,4 millions teqCO <sub>2</sub> /an
	Élévation moyenne des températures 1945-2007	+1,3 °C
	Objectifs stratégiques européens (par rapport à 2005 pour la CUTM) :	- 20 % émission GES + 20 % efficacité énergétique 20 % de consommation finale EnR
Énergie	Consommation totale du territoire (énergie finale)	1,4 million tep / an
	Production énergies renouvelables (EnR)	4 % hors transports
Social	Population : Ville de Toulouse	447 340 habitants
	Rénovation énergétique CUTM logement social	1138 logements (2013) 1 400 teqCO <sub>2</sub> évités
	habitat privé	479 logements (2012-2013) 430 teq CO <sub>2</sub> évités
	Prévention de la précarité énergétique EIE	4000 personnes sensibilisées
Économie	Répartition sectorielle des émissions	
	Résidentiel (construction et utilisation)	22 % des émissions de GES
	Industrie	17 % des émissions de GES
	Tertiaire	13 % des émissions de GES
	Transports voyageurs	27 % des émissions de GES
	Transports marchandises	19 % des émissions de GES
	Agriculture	0,5 % des émissions de GES
Environnement	Espaces naturels et protégés	4800 ha
	Espaces agricoles	25 % superficie du territoire CUTM
	Production d'eau journalière	152 212 m <sup>3</sup>
	Qualité de l'air : % nombre de jours d'indice bon à très bon :	66 % en 2012 (65 % en 2011)
Aménagement du territoire et urbanisme	Superficie totale CUTM	45 800 ha
	Nombre Ecoquartiers	9 EQ en phase opérationnelle
Déplacements	Voyages validés sur le réseau TC	169 millions en 2013 + 5,5 % 2013/2012
	Augmentation de la fréquentation globale	+ 33 % sur 5 ans
	Plan vélo	549 km réseau cyclable aménagés, dont 302 km sur Toulouse (487 km en 2011)
	VéloToulouse	3,5 millions locations/an en 2013 3,1 millions en 2012
Administration exemplaire	Émissions de GES (Patrimoine et Services au sens strict)	62 400 teqCO <sub>2</sub> dont : 31 % bâtiments 38 % services pub. 13 % déplacements
	Consommation en GWh en 2012	
	Électricité	10,1
	Gaz	3,8
	Réseau de chaleur	1,2
	Émissions GES des bâtiments : Audits énergétiques du parc public des communes membres	31 % des émissions des collectivités CUTM+Toulouse 9 communes 360 bâtiments / 300 000 m <sup>2</sup>